

Vol 8, juillet-août 2010

Édition Française



Northstar



Compass



Conseil International Pour l'Amitié et la Solidarité Avec le Peuple Soviétique



« Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera »

Cette phrase fut prononcée pour la première fois par Napoléon selon ce que nous en savons, en 1816 à Saint Héléne, après avoir lu le livre d'un voyage en Chine, d'un ambassadeur de Grande Bretagne, Lord Macartney.

Alain Peyrefitte a repris cette Prophétie de Napoléon dans un livre, écrit en 1973, « Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera ».

Ce livre était un récit prémonitoire, des choses qui se passent actuellement. Alain Peyrefitte et Napoléon avaient raison !

La question est désormais posée « est-ce que la Chine deviendra le cauchemar du monde » ? Car le Chine s'est réveillée !

Plans d'Austérité

La dette, une manne pour les créanciers, un drame pour les peuples. L'argument de la dette publique est fréquemment avancé par les gouvernements européens pour imposer des plans d'austérité. Mais la dette publique n'est pas seulement utile comme prétexte pour faire payer davantage les populations. Elle constitue une véritable spoliation pour les peuples.



La dette publique est la conséquence directe de politiques budgétaires et fiscales favorables aux classes sociales aisées et aux grandes entreprises. En réduisant l'implication de l'État et les contributions payées par les plus riches, elles ont creusé les déficits publics, alors que les besoins sociaux du plus grand nombre étaient de moins en moins satisfaits.

Les bénéficiaires de ces largesses fiscales et sociales ont pu dégager une épargne dont ils n'avaient pas besoin. Ils en ont profité pour accroître leur fortune, dont ils ont placé une partie en juteuses obligations d'État.

Cela leur a permis d'être gagnants sur les 2 tableaux : moins d'impôts à payer et une rente garantie perçue sur

les dettes publiques. En d'autres termes, les gouvernements, par des lois fiscales successives, ont permis aux entreprises, nationales ou étrangères, de renforcer leur position de créanciers des États et de les rendre capables d'exercer un chantage sur les pouvoirs publics tout en faisant des gains substantiels.

La dette publique a aussi énormément augmenté suite aux généreux plans de sauvetage accordés au secteur financier par les États après la crise qui a débuté en 2007-2008. Les gouvernements ont alors choisi de renflouer les banques, mais sans en profiter pour leur imposer l'abandon des pratiques ayant mené à cette crise. Le sauvetage des banques a donc eu lieu sans véritable contrepartie. Les sommes engagées ont pourtant été faramineuses : au moins 700 milliards de dollars aux États-Unis, 500 milliards de livres au Royaume-Uni et 1700 milliards d'euros dans la zone euro. Les gouvernements ont ainsi dépensé de l'argent public pour venir au secours d'opérateurs financiers coupables d'errements graves avant cette crise et qui spéculent aujourd'hui contre les dettes des États.

C'est ainsi que pour l'Union européenne, la dette publique est passée de 7 300 à 8 700 milliards d'euros entre 2007 et 2009. Cette augmentation rapide de la dette entraîne des remboursements de capital et d'intérêts en forte hausse. Les États en prennent alors prétexte pour imposer des plans d'austérité draconiens qui provoquent un véritable démantèlement des protections sociales et des services publics.

Tous ses plans n'ont pas réussi à enrayer la crise, la preuve c'est qu'Obama annonce un autre plan de relance économique pour sortir l'économie américaine de la crise. Ce plan doit créer 2,5 millions d'emplois dans les deux ans, a déclaré Barack Obama dans une émission radiophonique hebdomadaire du Parti démocrate. Les États-Unis en ont perdu 1,2 million depuis le début de l'année. Le président élu a annoncé qu'il souhaite inverser la tendance, grâce notamment au lancement de grands travaux d'infrastructures.

Les populations sont doublement perdantes : elles subissent les conséquences sociales de la crise (chômage, précarité, gel des salaires, recul de l'âge de la retraite...) et elles sont ponctionnées par les États via les plans de renflouement des banques et les plans d'austérité.

Les coupables de la crise en sortent quasi indemnes et peuvent continuer leur course aux profits puisqu'on leur laisse les mains libres. Les victimes de la crise doivent payer et voir leurs conditions de vie se dégrader. Ce véritable hold-up sur les finances publiques doit cesser la source: www.michelcollon.info

ÉDITORIAL

À la lumière des derniers événements, alors même que la débâcle économique devient de plus en plus palpable, il devient de plus en plus facile de constater que les économistes bourgeois sont complètement incapables d'expliquer les causes réelles de la crise et encore moins d'y trouver une solution.

Les économistes bourgeois ne manquent pas de laisser entendre que des possibilités de *planification* existent en économie capitaliste, que l'état a les pouvoirs de contrôler les monopoles, et de pouvoir gérer en passant par dessus les lois de l'économie, que l'État bourgeois est capable de surmonter l'action naturelle de la loi de la valeur, la loi générale de l'accumulation capitaliste, la loi de la paupérisation de la classe ouvrière, les crises et le chômage et peut même être planifiée. »

L'État capitaliste ne peut pas gérer l'économie pour le bien de tous. La réalité le prouve: pour sauver le système capitaliste l'État capitaliste avec tous ses plans de relance n'a réussi qu'à essayer de sauver les banques tout en aggravant la misère des masses.

En effet nous pouvons constater une diminution considérable du pouvoir d'achat des masses, un ralentissement du commerce, une aggravation du déficit de la balance commerciale, une monnaie fondante, un sous-emploi de l'appareil de production avec fermetures d'usines, une apparition rapide du chômage, un renforcement du militarisme (crédits militaires) et de l'appareil policier de l'État, etc. Rien est réglé, en effet un nouveau « plan de relance » de quelque 100 milliards de dollars devrait voir le jour rapidement

Le capitalisme se trouve désormais à un point de non-retour, il est dans l'obligation de retirer aux peuples les acquis sociaux que ceux-ci avaient mis des décennies à arracher à la classe dominante.

Le marxisme-léninisme enseigne que l'économie des pays capitalistes ne se trouve pas entre les

maines de l'État bourgeois mais entre les mains des monopoles et que *l'État lui-même se trouve entre les mains des grands capitalistes-propriétaires qui dirigent l'activité de l'État bourgeois.*

« IL N'Y A PAS D'ÉTAT « AU DESSUS DES CLASSES »

Il est capital pour les travailleurs du monde entier qui subissent le joug de l'exploitation capitaliste de ne pas être dupes de la prétendue séparation de l'État et des monopoles, de la *thèse pourrie de l'État au-dessus des classes*, et de comprendre le rôle décisif des monopoles, et la *subordination de l'État capitaliste aux monopoles...*

Le marxisme-léninisme enseigne que l'économie des pays capitalistes ne se trouve pas entre les mains de l'État bourgeois mais entre les mains des propriétaires privés et de leurs associations ; *c'est au contraire l'État lui-même qui se trouve entre les mains des grands capitalistes-propriétaires qui dirigent l'activité de l'État bourgeois.*

2° - *Selon le marxisme-léninisme, la réglementation par l'État de l'économie, doit toujours être analysée en liaison étroite avec le caractère du pouvoir d'État qui effectue cette réglementation.*

Certes, les marxistes ne dénie pas toute influence à l'État sur l'économie capitaliste. Mais ils maintiennent fermement que celle-ci se développe sur la base des lois naturelles inhérentes à la production marchande et qu'en aucun cas un rôle *décisif* ne peut être joué par l'État.

L'État bourgeois est incapable de surmonter l'action naturelle de la loi de la valeur, de la loi générale de l'accumulation capitaliste, de la loi de la paupérisation de la classe ouvrière, les crises et le chômage et que l'économie capitaliste peut même être planifiée. »

Quant à la nature de l'État et de ses soi-disant possibilités de contrôle sur l'économie. Lénine disait :

« Au fond, toute la question du contrôle se ramène à savoir qui est le contrôleur et qui est le contrôlé, c'est-à-dire, quelle classe exerce le contrôle et quelle classe le subit. » (Lénine, *Œuvres choisies* : « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer. » (Tome II, p. 111).)

Le peuple travailleur doit se convaincre d'une chose : quelles que soient les méthodes de gestion, le capitalisme est atteint d'une maladie incurable, ses contradictions internes sont fatales. Toutefois, si la fin du capitalisme est inéluctable, il ne disparaîtra pas tout seul. Seul le renversement révolutionnaire du capitalisme peut mettre fin à ce système qui est la source de la misère, du chômage massif, des guerres et de l'oppression impérialiste.

Il n'est pas facile de savoir et de comprendre ce qui se passe réellement si nous nous référons seulement aux économistes bourgeois. Pourrait-il en être autrement? Certainement non car ils n'ont aucune notion de ce qu'est réellement l'économie scientifique. Ils ignorent les travaux de Marx, de Lénine et de Staline.

Les économistes bourgeois les plus lucides peuvent décrire ce qui se passe mais sans en comprendre les causes. En effet ils changent de scénario à tous moments: la crise est finie, il y a reprise, la crise s'apfondit, une autre crise se prépare. « C'est une Grande Récession, disent certains. Ce n'est pas une récession, c'est une dépression, dit David Rosenberg.

C'est une "Dépression contenue", titre un article de Seeking Alpha.

La récession n'a jamais pris fin, dit un autre titre.

Bloomberg adopte un ton plus modéré : "Les commandes de biens durables et l'immobilier signalent un risque de récession".

« Bill Bonner, chronique Aagora du vendredi 27 août 2010. »

Les analystes et le commentateur luttent pour trouver un sens à tout ça. Avec des taux hypothécaires à des

plus bas record, et après huit programmes conçus pour stimuler l'immobilier, les ventes continuent de chuter à pic aux États-Unis et dans tous les pays impérialistes en déclin. En juillet, on a vu la plus grande chute mensuelle de ventes de logements anciens depuis l'administration Johnson.

L'offre de maisons à vendre augmente – grâce à un nombre record de saisies. La demande chute. Les prix baisseront eux aussi. C'est une Grande Récession, disent certains.

Alors que le secteur privé se désendette, le secteur public, lui, s'endette. Cela finira par avoir le résultat que tout le monde attend... les obligations s'effondreront, et le dollar chutera et la crise s'approfondira. Face à la crise industrielle engendrée par les contradictions du système capitaliste, les pays impérialistes en déclin ont tenté de sauver les banques et les industries existantes de la faillite. Ils ont débloqué des milliards de dollars. Au niveau de l'Union européenne, ce sont **200 milliards d'euros** qui ont été consacrés au renflouage des banques et de l'économie. Aux États-Unis, **plus de 1 000 milliards de dollars** ont été consacré à la relance de la croissance et du système bancaire. En France, le gouvernement a promptement débloqué **26 milliards d'euros** sur deux ans. Ces milliards versés - ont-ils réussi à enrayer la crise et à renverser la tendance à la suprématie industrielle chinoise? – ont-ils mis fin à la délocalisation croissante de branches de l'industrie, à l'inégalité du développement économique qui est une loi du développement de l'impérialisme mondial – ont-ils permis une amélioration du niveau de vie des populations?

Mais vous, chers lecteurs et chères lectrices voulez savoir ce qui se passe vraiment. Nous allons es-

sayer de vous le dire en nous servant spécialement de l'œuvre du marxiste Vincent Gouysse. C'est la mission de l'édition française de NSC d'expliquer la crise dans des termes accessibles au plus grand nombre sur la base de la réalité. Il est important de ne pas nous en tenir uniquement à l'explication théorique des événements, mais d'agir efficacement dans la pratique car, comme Lénine nous l'a enseigné, pour éclairer les masses, l'expérience politique de ces masses est, elle aussi, importante. C'est en s'appuyant sur ce point de vue que nous travaillons, et pour moi, pour le moment c'est la seule façon de faire un travail pratique.

Comme le soulignait Vincent Gouysse dans son dernier livre « Les gens ne vivent pas au niveau des sciences de notre époque, ils n'ont pas le temps de réfléchir, de vivre consciemment et sont hypnotisés par les faux espoirs des économistes bourgeois: » « **Je suis vraiment le seul à m'être opposé au spontanéisme et au révisionnisme qui en découle, alors c'est bien triste ! Si je suis le seul à avoir cherché à suivre la voie du matérialisme dialectique (qui passe par la connaissance la plus complète possible des mécanismes objectifs de l'évolution du monde bourgeois), alors ça l'est encore plus !** placer cette étude économique dans le cadre des modifications historiques »

Et c'est bien, la supériorité fondamentale de l'économistes marxistes de pouvoir procéder, de façon scientifique, c'est-à-dire totale et comprendre les changements dans le rapport des forces entre le camp anti-impérialiste et démocratique et le camp impérialiste.

Depuis de nombreuses années, la croissance économique mondiale se poursuivait principalement grâce à l'augmentation de la dette américaine, tant publique que privée. Oui,

l'Amérique vit à crédit, mais c'est cela qui faisait tourner les usines de l'Asie du sud-est, qui maintenait les prix des matières premières, qui gonflait l'économie russe. Il est clair qu'une croissance à crédit ne peut être éternelle. Nous assistons aujourd'hui à sa fin. Mais si les Américains n'avaient pas eu cette politique, la crise serait survenue depuis longtemps.

La cause véritable de la crise réside dans l'anarchie du système de production capitaliste, dans les rapports sociaux capitalistes, qui ne sont pas contrôlés par les gens et agissent envers eux comme une force extérieure indépendante. Les mécanismes qui conduisent aux crises sont bien connus depuis l'époque de Marx. D'un côté les capitalistes s'efforcent d'étendre au maximum les marchés, de produire et vendre le plus possible de marchandises (de valeurs), et de l'autre, ils savent eux-mêmes les possibilités d'extension du marché en limitant au maximum le salaire des masses laborieuses.

La surproduction capitaliste ne signifie absolument pas que chacun possède un toit au-dessus de sa tête, mais uniquement que le développement de la production s'est heurté à l'absence de demande solvable, Marx, la crise est la révolte des forces productives contre les rapports de production qui bloquent leur développement. La crise montre que le niveau atteint par les forces productives exige que l'on abandonne la « régulation » par le marché, et pour cela il faut instaurer en premier lieu la propriété collective (d'état) des moyens de production. Il est amusant de constater que dans une période de crise aiguë, même les gouvernements bourgeois sont obligés de recourir à l'intervention de l'état, aux nationalisations comme seule bouée de sauvetage. Dr Adélar Paquin

Pensées à propos des Racines de Classe de la Contre-Révolution dans le Territoire de l'Union soviétique

Je n'essaierai pas de donner une réponse solide et complète à la question posée ci-dessus vu la brièveté de cet article et le manque de préparation appropriée. Cependant, je me sens obligé à au moins attirer l'attention des prolétaires révolutionnaires sur le besoin d'étudier cette question profondément et scientifiquement pour le bénéfice de la future lutte de classe du prolétariat russe et international. De plus, si nous nous appelons Marxistes nous ne devons pas "fermer les yeux à la réalité", indépendamment du fait que cette vérité peut être amère et dure pour nous. Nous devons clarifier la vérité et son essence fondamentale parmi les prolétaires pour que les ouvriers ne soient pas trompés par les tours de la bourgeoisie. Il est nécessaire d'expliquer scientifiquement l'essence du point de vue du matérialisme dialectique et historique, pour que le prolétariat puisse se voir comme le fabricant du progrès historique et pour qu'il ne laisse pas toute la responsabilité de classe à l'avant-garde ou à ses leaders.

Dans les conditions du système bourgeois le prolétariat est la classe progressive, qui développe la lutte révolutionnaire de classe contre la classe réactionnaire des capitalistes. Le Parti communiste est essentiellement l'avant-garde politique, la section la plus avancée du prolétariat. Dans le processus de la lutte de classe, des leaders politiques surgissent, c'est-à-dire les cadres qui sont les mieux préparés et capables pour la lutte révolutionnaire, "les meilleurs des meilleurs" d'un petit groupe de révolutionnaires professionnels.

Selon les enseignements Marxist-Léninistes, la force principale de la révolution est la classe la plus avancée dans l'étape concrète du développement historique, qui s'oppose au système décadent et à la classe qui l'incarne. Le rôle de

l'individu dans le processus de la lutte révolutionnaire (incluant n'importe quel leader politique) est sans aucun doute grand, mais peut devenir déterminant seulement dans certains moments intenses de la lutte, c'est-à-dire temporairement.

Donc il serait faux fondamentalement de déclarer que la dictature du prolétariat en Union soviétique dépendait principalement de la direction et l'activité politique du camarade Staline et que la contre-révolution dans le pays après la mort du camarade Staline fut couronnée de succès suite à une conspiration et la volonté d'une clique de révisionnistes Soviétiques qui prirent le pouvoir politique (les prétendus "Khrushchevites").

Pendant la période du socialisme, après que la révolution prolétarienne et la suppression de la résistance de classe ouverte de la bourgeoisie et des ennemis de classe les plus évidents, pendant une longue période de temps des classes non antagoniques, non bellicérantes et des couches sociales, restent là aussi bien que les restes du capitalisme et de certaines inégalités sociales. Suite à cela il est naturel que sous le socialisme la lutte de classe continue à exister dans des manifestations et des formes différentes et, étant donné certaines conditions négatives de classe, la contre-révolution peut devenir une menace réelle. La force révolutionnaire principale capable d'empêcher les menaces contre-révolutionnaires ou de supprimer les activités contre-révolutionnaires, comme auparavant, est le prolétariat dirigé par son avant-garde politique le parti communiste. Donc la tâche la plus importante du parti est d'établir un contrôle serré et implacable de la pureté de ses membres et de développer une lutte idéologique continue contre toute

expression contre-révolutionnaire et pour une ligne politique générale du parti dans le but de liquider les restes du capitalisme.

L'essence de l'existence du parti consiste en ce qu'il devienne l'intelligence du prolétariat et devienne essentiellement un organisme monolithique ensemble avec le prolétariat. S'il est isolé du prolétariat, le Parti communiste cesse d'être son avant-garde politique et dégénère nécessairement du point de vue de classe; le parti doit être capable de prévoir les questions de classe sociale dans la société, de les comprendre d'une façon opportune et de recommander au prolétariat les méthodes les plus efficaces "de les guérir".

L'idéologie petite-bourgeoise et sa consolidation dans la société sont notamment dangereuses pour la dictature du prolétariat. L'élite intellectuelle (incluant les officiers de l'armée et tous les organes répressifs) et la paysannerie sont les conducteurs objectivement massifs de la psychologie de la petite-bourgeoise. L'influence de l'idéologie petite-bourgeoise sur le prolétariat est aussi significative, puisque le prolétariat inclut des recrues de la petite bourgeoisie et il n'en est pas séparé par une muraille "de Chine". Au moment de la Grande Guerre Patriotique (plus généralement connu) comme la Deuxième Guerre mondiale, *note de l'éditeur*) le prolétariat a subi des pertes énormes particulièrement en termes de vieux cadres du parti qui avaient l'expérience dans la lutte de classe et une psychologie de classe stable.

Ils ont été remplacés par des jeunes gens sans solidité suffisante de classe.

L'idéologie prolétarienne et l'idéologie petite-bourgeoise expriment des intérêts de classe différents.

Donc il est nécessaire d'avoir une conception très claire des différences entre les intérêts de la petite-bourgeoisie et les intérêts du prolétariat.

C'est donc les masses petites-bourgeoises qui reproduisent les aspirations bourgeoises dans la société socialiste et qui engendrent une nouvelle bourgeoisie. Négliger la lutte contre l'idéologie petite-bourgeoise et perdre la conscience révolutionnaire de ce lâche ennemi du prolétariat peut devenir un danger mortel pour les intérêts de la révolution prolétarienne et du socialisme.

Sous le capitalisme une certaine fraction de la petite-bourgeoisie devient un allié actif du prolétariat, particulièrement quand les contradictions entre le grand capital et celui du petit propriétaire s'approfondissent. Sous le socialisme la petite-bourgeoisie, en conformité à son essence de classe et son ambiguïté de classe, peut devenir une force contre-révolutionnaire dangereuse quand la lutte contre l'idéologie petite-bourgeoise par le parti communiste et le prolétariat perd de l'élan. La petite bourgeoisie passe alors à l'offensive quand les occasions pour le profit personnel existent et quand certaines marchandises ou services deviennent rares. Le petit-bourgeois change facilement son attitude de classe selon la situation et en raison des intérêts de classe égoïstes des petits propriétaires puisqu'ils fonctionnent seulement selon les considérations de l'individu ou de la famille, des instincts purement animales et ils ne peuvent pas penser à la vie sociale en perspective, en termes globaux. L'attitude et l'activité politique de la petite-bourgeoisie souvent deviennent même irresponsables et assez agressives,

La réalisation des aspirations petites-bourgeoises sous le socialisme arrive par la conservation nécessaire de certains éléments du capitalisme et l'application "du droit bourgeois", qu'il est impossible de liquider dans une courte période de temps. Par exemple, prenez la distribution selon le travail, qui aboutit nécessairement

à la différenciation de revenu et à l'existence de différences significatives entre le travail intellectuel et manuel et entre la ville et la campagne. Une expression concrète et la source des aspirations petites-bourgeoises sont l'existence de lots privés de paysan, de l'immobilier privé et de datchas, de marchandises de luxe excessif, le statut spécial du travail intellectuel et des gestionnaires, l'existence des relations marchandises-argent dans la sphère de la distributions des produits, des commodités et des services de grande demande etc. Ces éléments ne peuvent être éliminés que par l'élimination graduelle du « droit bourgeois » dans le processus du développement de la base matérielle et technique du socialisme. Seulement de cette façon que les conditions qui reproduisent le système petit-bourgeois avec toutes ces manifestations négatives peuvent être éliminées.

Les formes de la lutte de classe sont diverses : de la lutte idéologique à la lutte armée incluant la guerre civile. Les marxistes reconnaissent toutes les formes de la lutte de classe. Pour garantir la victoire dans la lutte de classe dans l'ensemble, les Bolcheviks Léninistes doivent d'abord atteindre la victoire dans la lutte idéologique. À ce temps-là ils sont devenus victorieux. Néanmoins la lutte idéologique a continué. La lutte idéologique entre l'idéologie petite-bourgeoise, qui a une multiplicité de formes et l'idéologie du prolétariat continue dans des formes différentes pendant les années du socialisme prolétarien : en certains temps elle s'est affaiblie; en d'autre temps elle est devenue plus proéminente. La thèse du camarade Staline sur la continuation de la lutte de classe dans le processus de la construction du socialisme est d'une façon convaincante confirmée par la pratique réelle, par la vie réelle, car le seul critère de la vérité est la pratique.

Le Marxisme-Léninisme enseigne que les pré-conditions pour le changement d'un système social à un autre se développent dans société longtemps avant les événe-

ments révolutionnaires. Je suis convaincu que cette thèse fondamentale s'applique à la contre-révolution dans le pays socialiste.

Puisque nous avons affaire ici avec la victoire de la contre-révolution et la défaite de la dictature du prolétariat en URSS, donc en Union soviétique pendant la période de l'après guerre des changements décisifs de la corrélation des forces de classe eurent lieu, non en faveur des forces prolétarienne, particulièrement dans le parti Bolchevik. Comme résultat de la lutte de classe, ces forces anti-prolétariennes prirent du pouvoir. Aucune autre interprétation n'est ici possible si nous devons persévérer dans la science des classes et de la lutte de classe.

L'invasion par l'Allemagne fasciste de l'Union soviétique socialiste ne doit pas être considérée d'une façon primitive, du point de vue d'une agression régulière d'un pays contre un autre. Dans ce conflit mortel deux forces de classe irréconciliables se sont rencontrées : les forces les plus réactionnaires du capitalisme qui se sont rangées du côté de l'Allemagne fasciste et les forces communistes progressives représentées par l'Union soviétique, qui ont fait une percée dans l'avenir de la civilisation mondiale et qui étaient dangereuses pour le capitalisme dans son ensemble. En payant le prix de victimes innombrables et de sacrifices, le Peuple Soviétique dirigé par le parti Bolchevik a défendu l'indépendance de l'état prolétarien, a expulsé l'agresseur du territoire de son pays socialiste et a écrasé la bête fasciste dans sa propre tanière. Le prolétariat de l'Union soviétique a férocelement défendu ses conquêtes révolutionnaires contre les mêmes forces réactionnaires du capital mondial. Cependant, en même temps l'ennemi de classe a réussi à infliger une blessure mortelle au parti Bolchevik et à la dictature du prolétariat en Union soviétique à la suite de quoi plus tard le pouvoir du prolétariat et le socialisme prolétarien sont morts en URSS.

Le parti Bolchevik était l'avant-garde du prolétariat de l'Union sovié-

tique non seulement comme un résultat de sa position politique spécifique. Le parti Bolchevik a continuellement dirigé ses meilleurs cadres du parti aux sections les plus difficiles et responsables du travail pratique, où ils ont remarquablement démontré le haut niveau de l'autorité et le respect dont jouissaient les membres du parti parmi les camarades non membres dû au succès dans des actes pratiques concrets. Dans les années de la Grande Guerre Patriotique le parti Bolchevik a dirigé ses meilleurs cadres du parti et les meilleurs représentants du prolétariat aux sections les plus dures du front et de l'arrière. Les communistes étaient les premiers à entrer dans la bataille et les premiers à mourir. Donc les pertes parmi les cadres du parti furent extrêmement sévères, particulièrement pendant les premières années de la guerre. Cependant, l'adhésion au parti a grandi, ses rangs remplis à un haut degré par les héros du front puisque l'héroïsme au front était non seulement un phénomène massif, mais évident et les communistes étaient les meilleurs de ces héros. Donc le titre de communiste est devenu une distinction spéciale.

Le fait que la majorité écrasante des nouveaux cadres du parti n'avait pas l'expérience politique et l'expérience du parti a aidé à diluer le contenu de classe de ses rangs. Suite à ce développement particulièrement pendant les années de la guerre, le parti a subi des dégâts qualitatifs significatifs dans le sens politique du mot. Néanmoins, cela ne doit pas être considéré une erreur ou un manque de prévoyance politique par le parti Bolchevik. Pendant la guerre le destin de l'état prolétarien a été décidé au front. Donc le but politique le plus important, le slogan et la tâche à ce temps étaient : TOUT POUR LA VICTOIRE. Toute la politique et la vie des Bolcheviks ont été consacrées à cette dernière. Donc, en vertu de cela les héros du front étaient non seulement des héros, mais étaient l'avant-garde politique dans l'aspect le plus avancé de la pratique de la lutte de classe, c'est-à-dire ils ont

essentiellement composé la base du parti dans cette condition. Cela était complètement conforme à la politique du parti et aux demandes de classe de la période de guerre, mais cela comprenait la menace de dégénération petite-bourgeoise des rangs du parti particulièrement en raison des paysans et des intellectuels.

Pendant le temps de guerre la conscience des masses paysannes fut dominée par la psychologie du paysan laboureur. Pourquoi ? La révolution prolétarienne et le succès du socialisme ont énormément amélioré les niveaux de vie de la paysannerie. Le pouvoir prolétarien a fourni la terre et les moyens nécessaires, la technique agricole moderne aux paysans sous des conditions préférentielles **par la création des stations de tracteur et de machine (MTS)**, l'appui en cas de pauvre récolte, beaucoup de bénéfices culturels et sociaux, il a libéré les paysans des dangers des relations chaotiques du marché lorsqu'ils réalisaient leur production, etc. Sous les tsars, les paysans ne pouvaient pas même rêver de telles choses. Alors les soldats de formation paysanne ont montré un grand héroïsme aux lignes du front, défendant leurs intérêts de classe et par cela, la défense de la révolution prolétarienne et de l'état prolétarien de la belligérance des envahisseurs fascistes. À cause de cela la psychologie communiste dominait dans la conscience du paysan-laboureur pendant les années de la guerre, contraignant beaucoup de paysans à rejoindre le parti Bolchevik, qui a défendu les intérêts de la paysannerie aux dépens de plusieurs vies des meilleurs enfants du parti.

Dans la période de l'après-guerre la situation a fondamentalement changée. Étant revenue du front, la paysannerie a fait face à des difficultés matérielles significatives. Les kolkhozes, dont plusieurs furent détruits pendant la guerre, pouvaient à peine accomplir les contrats d'état. L'industrie a fait face au besoin d'accommoder aux exigences du temps de paix et ne pouvait pas fournir aux paysans les marchandises indus-

trielles nécessaires et la technique assez rapidement, tandis qu'au même temps il était justement exigé que les paysans augmentent la production d'aliments et des produits agricoles. Les lotissements privés des paysans n'étaient pas assez productifs; l'alimentation, habillement et beaucoup d'autres moyens nécessaires pour une vie de famille modeste étaient rares. Ceux qui s'étaient battus au front avaient déjà subi une pénurie sévère, avaient goûté la gloire de la guerre et plusieurs avaient rêvé d'une vie meilleure. Cela a poussé la paysannerie à se concentrer sur ses propres intérêts matériels **et cela incluait le fait de profiter de la gloire gagnée à la guerre et l'adhésion au parti**. Ces facteurs ont encouragé la paysannerie à développer de forts éléments de pensée privée dans leur conscience. Cependant, suite à la dualité de la psychologie des paysans, la psychologie du petit propriétaire et la psychologie du travailleur, la plupart des masses paysannes faisaient confiance au parti Bolchevik en ce qui concerne la construction du communisme puisqu'ils étaient déjà convaincus des bénéfices économiques apportés par le socialisme. D'autre part, en ce qui concerne les questions de la vie et de l'activité quotidienne les paysans ont en règle générale donné la priorité à leurs intérêts privés sur les intérêts de la société.

Tel est la dialectique de la psychologie du paysan, un petit propriétaire et un travailleur en même temps. Cette psychologie a été héritée et propagée même plus agressivement par les habitants de la ville venant de la paysannerie.

Défendre les rangs du parti des contaminations dangereuses d'éléments avec la psychologie du petit propriétaire était déjà une tâche très compliquée. Premièrement, de tels éléments étaient déjà devenus une grande section du parti. Deuxièmement, ces éléments avaient fait beaucoup durant la guerre de guerre en servant la Patrie socialiste et cela a empêché d'autres camarades de les exposer.

Les intellectuels, en vertu de leur position sociale, servent toujours la classe dominante indépendamment du système social.

Sous le capitalisme les intellectuels, d'une part sont aussi rattachés à la classe exploitée. D'autre part, les intellectuels, suite à leurs fonctions sociales, participent à l'accomplissement de l'exploitation des ouvriers et des paysans, puisque c'est par les intellectuels que la classe capitaliste manifeste et règle sa domination directe, c'est-à-dire les intellectuels sont employés comme des outils pour l'exploitation des ouvriers et des paysans.

Sous le socialisme les intellectuels doivent nécessairement exécuter la volonté de la dictature du prolétariat. Plusieurs intellectuels se voient à contre cœur obligés à offrir un tel "service", puisqu'ils doivent servir l'intérêt des ouvriers et des paysans que les intellectuels considéraient traditionnellement comme les classes les plus basses. Le niveau de vie des intellectuels dépend de leur position sociale dans la société. Cela explique la tendance des intellectuels à se livrer aux maladies sociales comme le carriérisme, le bureaucratisme, l'idéalisme, la surestimation de leur rôle social et la volonté à avoir une position spéciale dans la société. À un grand degré cela explique la tendance des intellectuels à rejoindre le parti Bolchevik. Comme résultat des spécifications de classe sociale, la dualité de leur position de classe, les intellectuels sont des cibles faciles pour l'influence et la décomposition petite-bourgeoise.

C'est commun aux intellectuels et aux paysans, qui sont sous l'influence de l'individualisme, de rendre la direction du pays responsable de l'organisation de la vie sociale et du parti.

Dans la période de l'après-guerre le parti Bolchevik a été dangereusement infiltrée par de tels éléments petits-bourgeois.

Comme résultat de la lutte de classe pendant la guerre et dans la période de l'après-guerre cette "mince couche ... de la vieille garde

du parti" a aussi souffert de grandes pertes et est même devenue plus petite et après la mort de Staline "une certaine lutte interne" l'a affaiblie jusqu'à un point où "les décisions ne dépendaient plus d'elle".

La guerre et les conséquences militaires sévères ont infligé des pertes énormes à l'Union soviétique non seulement d'un point de vue de classe, d'un point de vue matériel et en termes de population, mais ont aussi renforcé un certain nombre de tendances dangereuses pour la dictature du prolétariat.

La période de guerre a exigé que l'économie redirige le centre du développement des forces de production et les efforts de toute la société sur les besoins de la lutte contre l'agression fasciste. Au cours de l'accomplissement de ce but les relations de production ont aussi subi des changements vers une structure spécifiquement de haut en bas. Ce changement a eu lieu non seulement dans l'organisation de l'économie, mais dans tous les domaines de la vie sociale incluant la politique. Le besoin de liquider les conséquences les plus sévères de la guerre a aussi exigé une restauration économique prompte et un développement des forces de production sous un régime de mobilisation générale.

Le développement des relations de production a sérieusement traîné derrière le développement des forces de production suite à ces mesures extrêmes et conditions et non seulement suite à l'inertie si caractéristique des relations de production en général.

Sous la pression et le déguisement de ces conditions défavorables les fonctions de la dictature du prolétariat et le développement de la démocratie prolétarienne ont été significativement gênées. La dictature du prolétariat a été alors appliquée de haut en bas, surtout suite à l'activité et à l'autorité des organes principaux du parti Bolchevik et le développement de la démocratie prolétarienne dans la société a été essentiellement réduite à l'approbation du gouverne-

ment et aux décisions du parti produites au sommet.

Le caractère du haut en bas de la gestion de la vie économique et sociale a sérieusement affaibli le contrôle de classe d'en bas de l'activité de l'appareil et de l'élite intellectuelle. Ce manque de contrôle d'en bas a conduit à l'aliénation sociale et à la décomposition de la petite-bourgeoisie de l'appareil. En conséquence, les petits intérêts bourgeois et les actions des managers et des élites intellectuelles ont commencé à diverger des intérêts de classe du prolétariat.

La situation a empiré du point de vue politique de classe en raison du remplacement du cadre de gestion comme le résultat des pertes de personnel pendant la guerre. Les remplacements sont venus surtout des cadres de l'armée démobilisés et des spécialistes de l'industrie de guerre qui traditionnellement, en vertu des détails organisationnels de leur activité précédente, ont résisté au développement de la démocratie prolétarienne dans la production et dans les relations sociales et même plus probablement n'ont pas compris le danger pour la dictature du prolétariat et le socialisme caché dans leurs actions.

Les phénomènes de classe et sociaux-économiques décrits ci-dessus représentaient un danger substantiel pour la dictature du prolétariat, mais tandis que Staline était vivant les forces prolétariennes dans le parti ont réussi à maintenir la situation politique sous contrôle dans le parti et dans la société. Comment peut-on expliquer cela ?

La confiance la plus honnête et la plus profonde du Peuple Soviétique envers le parti Bolchevik et le pouvoir prolétarien a été engendrée par la vie réelle et a été éprouvée jusqu'à la mort pendant les années de la guerre. C'était spécifiquement l'unité de classe monolithique du parti Bolchevik et du prolétariat en alliance avec les masses de travailleurs (non les membres du parti) de l'Union soviétique qui fut un des nombreux facteurs déterminant qui ont rendu

possible le développement couronné de succès et rapide de la vie pratique de la société socialiste. *Donc c'est inquiétant et ridicule quand des idéologues bourgeois aujourd'hui prétendent que les Bolcheviks et leur direction ont prétendument usurpé le pouvoir et sont restés au pouvoir avec l'aide de violence de masse et de la terreur. De tels déchets ignorants et calomnies irrévérencieuses seraient niés par même l'ennemi le plus vicieux des Bolcheviks et de la dictature du prolétariat.*

Quand nous disons Lénine nous voulons dire le parti. Par analogie, le nom de Staline a incorporé la dictature du prolétariat en Union soviétique pendant la période prétendument staliniste. Ce phénomène a aussi une explication de classe-sociale. La victoire de la révolution prolétarienne et le succès énorme du socialisme pendant la dictature du prolétariat sous la direction du parti Bolchevik a créé une morale forte parmi les masses et leurs espoirs pour un avenir brillant. Les rêves d'une meilleure vie se sont métamorphosés en réalité d'une façon planifiée et rapide. La conscience petite-bourgeoise, tout d'abord des paysans et des intellectuels, a été employée pour lier le bon et le mauvais dans leurs vies, la victoire ou la défaite, avec le nom d'un leader donné et non avec la politique de la classe principale; dans le cas historique concret nous traitons avec la dictature du prolétariat dirigé par le parti Bolchevik. De cette façon c'était plus facile pour la conscience petite-bourgeoise de comprendre et les succès du pays étaient en effet légendaires. Donc pendant que Staline était vivant, par de telles manifestations, l'influence du noyau prolétaire dans le parti était davantage renforcée par l'autorité du parti atteinte pendant l'époque de la dictature du prolétariat. La ligne Marxiste-Léniniste du parti n'a pas souffert de changements et le parti a **formellement** montré une unité de classe parmi ses membres; **tout ceci correspondait à la période de l'après-guerre tandis que le camarade Staline était toujours vivant.**

Après la mort du camarade Staline les forces petites-bourgeoises dans le parti (les révisionnistes Soviétiques, les prétendus "Khrushchevites") ont travaillé dur pour saisir les positions clefs du parti, puisque réaliser le contrôle dans les structures du parti leur donnait la chance de reprendre le pouvoir politique et le contrôle idéologique. Cependant, pour changer la politique **du PCUS** vers la direction de classe opposée, c'est-à-dire la porter en correspondance avec le pouvoir réel, **il était nécessaire de discréditer la dictature staliniste du prolétariat et l'isoler du parti Léniniste des Bolcheviks**, bien que la dictature staliniste du prolétariat ait solidement suivi le parti Léniniste des Bolcheviks.

C'était à cause de cela que le 20e Congrès **du PCUS** a dû échanger la dictature de classe du prolétariat et le rôle d'avant-garde du parti Bolchevik par "le culte de la personnalité de Staline", échanger la lutte de classe par le précepte unilatéral du leader et calomnier son nom après sa mort. Cela contredit complètement le Marxisme-Léninisme comme une science de classes et de la lutte de classe et toute la pratique mondiale de la lutte de classe, mais cela la petite-conscience bourgeoise primitive l'a compris facilement.

Le 20e Congrès du PCUS doit être considéré comme la date qui marque formellement la défaite de la dictature du prolétariat en URSS et l'exécution d'un coup contre-révolutionnaire.

La contre-révolution n'a pas hésité à recourir aux calomnies, aux intrigues, à la terreur et aux menaces pour employer les forces armées directement pour atteindre le pouvoir.

Il est vrai que ce ne sont pas tous les leaders du parti qui ont été d'accord avec les actions concrètes de l'ennemi de classe. En particulier Malenkov, Kaganovitch, Molotov, Shepilov et d'autres membres du parti ont essayé de destituer Khrushchev après un moment. Mais leurs actions n'étaient pas reflétées dans la lutte de classe et semblaient

plutôt être une lutte pour le pouvoir parmi les hauts échelons du parti, comme si leurs actions n'avaient aucun rapport avec la lutte de classe et l'ennemi de classe et étaient le résultat de discussions organisationnelles privées dans le parti. C'est en raison de cela que leur "lutte" n'est pas devenue un exemple de lutte révolutionnaire de classe. Khrushchev et ses partisans ont déclaré ce groupe "antiparti" et les ont expulsés de la direction du parti dans leur intégralité.

Le pouvoir dans le territoire de l'Union soviétique est tombé complètement dans les mains de nouvelles forces de classe forgées dans le milieu petit-bourgeois qui ont défait la dictature du prolétariat dans la lutte de classe.

Ceux-ci étaient des communistes seulement en parole, mais des capitalistes en pratique. La nouvelle direction du parti fut obligée, par dessus tout, de transformer les documents du parti selon la nouvelle essence du pouvoir et de la situation réelle dans la société. Les concepts de classe fondamentaux, comme "la dictature du prolétariat", "la lutte de classe", "l'avant-garde politique du prolétariat" et d'autres concepts qui forment l'essentiel des enseignements Marxistes-Léninistes, ont simplement disparus. En même temps les thèses sur "la victoire complète et finale du socialisme en URSS" ont été introduites, ce qui indiquait sans preuve l'impossibilité de rétablir le capitalisme et excluait la possibilité de lutte de classe, à propos du "parti de tout le peuple", etc. Autrement dit, le Marxisme-Léninisme était soumis à une révision ouverte et consciencieuse petite-bourgeoise. Cependant, les attributs externes **du PCUS** sont restés intacts; le parti a préservé son nom communiste; l'état était toujours appelé socialiste et la propagande du parti se disait toujours fidèle au Marxisme-Léninisme.

Ceci était aussi compatible avec la psychologie du petit-bourgeois ordinaire Soviétique de ce temps. La révision du Marxisme-Léninisme

avait aussi un autre aspect caché : les révisionnistes ont caché leur vraie nature (bourgeoise) utilisant Lénine.

Lénine a été transformé par eux en une icône pour le discours pour les masses, qui était inoffensif pour le nouveau pouvoir et le Marxisme-Léninisme a été transformé en une pseudo-science petite-bourgeoise sous l'excuse "du développement créateur" et a cessé d'inspirer l'action révolutionnaire parmi le prolétariat et les communistes.

Les représentants des forces petites-bourgeoises, qui ont saisi le pouvoir et détruit la dictature du prolétariat, ont repris tous les moyens de production socialisés; donc de facto ils sont devenus des

propriétaires d'entreprise, c'est-à-dire des capitalistes. De ce point de vue nous avons affaire ici avec un état bourgeois et la dictature de la bourgeoisie.

Maintenant le capitaliste d'entreprise, en vertu de la loi économique principale du capitalisme, la loi du bénéfice maximal, doit distribuer les moyens de production en conséquence. Ces aspirations de classe forcent des changements de la base à tous les niveaux en ce qui concerne la propriété des moyens de production et la politique correspondante d'état.

Un exemple fondamental d'une telle transformation dans la base est la décision de liquider les stations de

tracteurs et machines (STM). La liquidation des STM représente la liquidation de la propriété sociale des moyens de production dans la campagne, le retour à la propriété de groupe des stations de machine et leur inclusion dans le système des relations marchandises-argent.

C'est un tournant fondamental dans l'essence des relations économiques entre l'industrie et la campagne vers des relations capitalistes.

La dictature du prolétariat ou la dictature de la bourgeoisie détermine l'existence du socialisme ou du capitalisme; il n'y a aucun intermédiaire entre eux.

**Traduction de l'anglais
Dr Adélarde Paquin**

La Géorgie déboulonne deux statues de Staline*

Publié le 27 juin 2010 à 18h11

PHOTO: AFP

Associated Press

Tbilissi

Les autorités de la Géorgie ont déboulonné dimanche une autre statue de Joseph Staline, fils du pays.

Le monument, situé à Tkibuli, dans l'ouest du pays, a été retiré deux jours après que les autorités eurent déboulonné une statue plus imposante et connue de Staline dans sa ville natale, Gori.

Les deux statues ont été enlevées en pleine nuit pour apparemment éviter des manifestations et l'attention des médias.

Le ministre géorgien de la Culture, Nikolos Rurua, a aussi affirmé que le gouvernement entendait également rebaptiser les rues portant encore le nom de Staline.

À mesure que la crise se développe et que la misère des masses augmentent, Staline demeure toujours l'homme, pour ces bourgeois et impérialistes, l'ennemi no 1.





Article publié dans le journal russe
Rabotche-Kretyyanski Serb i Molot



LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE L'écrasement de l'Armée de Guangdong

C'est la campagne des troupes soviétiques en Extrême-Orient qui a constitué l'étape finale de la Seconde Guerre mondiale. C'est sur la terre du continent asiatique qu'a été mis le point final à l'histoire de la plus grandiose guerre que nous ayons eu à mener pour la défense de notre Patrie soviétique.

Le 9 août 1945, l'Union soviétique, fidèle à son devoir d'allié et à son devoir internationaliste, s'est acquittée de ses engagements pris lors des Conférences de Téhéran et de Yalta et est entrée en guerre contre le Japon.

Mais l'U.R.S.S. avait aussi ses intérêts vitaux pour entrer en guerre contre le Japon. Les militaristes japonais mûrissaient depuis de nombreuses années des plans de conquête de l'Extrême-Orient soviétique. Ils ont organisé presque en permanence des provocations militaires sur nos frontières. Sur leur tête de pont stratégique de Mandchourie, ils ont entretenu d'importantes forces militaires prêtes à se jeter sur le Pays des So-

viets. La situation s'est particulièrement exacerbée lorsque l'Allemagne fasciste a déclenché la guerre contre notre Patrie. Il était extrêmement nécessaire de disposer de chacune de nos divisions fraîches pour lutter contre l'agresseur hitlérien, or, il nous fallait tenir en Extrême-Orient plusieurs armées entièrement prêtes au combat. Le Japon n'attendait que le moment propice pour déclencher la guerre contre l'Union soviétique.

I. V. Staline s'intéressait quotidiennement à toutes informations relatives aux actions du Japon et exigeait de l'État-Major général les rapports les plus détaillés sur la situation en Extrême-Orient. Même lorsque le Japon s'est engouffré dans la guerre contre les É.-U.A. et l'Angleterre dans l'océan Pacifique et a commencé à subir des défaites, qu'il est passé à la stratégie de la défensive, ses dirigeants n'ont pas fait un seul pas pratique en direction de la réduction de leurs troupes en Mandchourie et en

Corée. La liquidation du foyer de guerre en Extrême-Orient était pour l'U.R.S.S. une affaire de grande importance à l'échelle de l'État et de toute la nation.

Les alliés ont reconnu toute la portée décisive de l'entrée de l'U.R.S.S. en guerre contre le Japon. Ils ont déclaré que seule l'Armée rouge, était capable d'infliger la défaite aux forces terrestres des militaristes japonais.

«La victoire sur le Japon ne peut être assurée que dans le cas de l'écrasement des forces terrestres japonaises», -- telle était l'opinion du commandant en chef des forces armées américaines du bassin de l'océan Pacifique le général MacArthur. Se référant au fait que les É.-U.A. et leurs alliés occidentaux ne disposaient pas de moyens pour cela, il a exigé de son gouvernement, la veille de la Conférence de Crimée des alliés, qu'il «fasse tous ses efforts pour obtenir l'entrée en guerre de l'Union Soviétique». Il était mentionné dans le mémorandum spécial du 23 décembre 1944

du Comité unifié des chefs d'état-major: **«L'entrée de la Russie dans la guerre le plus rapidement possible est indispensable pour apporter un soutien maximal à nos opérations dans l'océan Pacifique».**

L'ancien ministre' des Affaires étrangères des É.-U.A. S. Stettinius, qui a pris part aux travaux de la Conférence de Yalta, a écrit: «La veille de la Conférence de Crimée, les chefs des états-majors américains ont convaincu Roosevelt que le Japon ne pourrait capituler qu'en 1947 ou même plus tard et qu'alors son écrasement pourrait coûter des milliers de soldats à l'Amérique». En conclusion des discussions, un Accord a été signé le 11 février 1945 entre les trois grandes puissances dans lequel il est dit: **«Les dirigeants des Trois Grandes puissances, Union soviétique, les États-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne, ont convenu que deux ou trois mois après la capitulation de l'Allemagne et la fin de la guerre en Europe l'Union soviétique entrerait en guerre contre le Japon aux côtés des alliés ».**

L'idée du plan de cette opération très importante par son envergure a été déterminée en tenant compte du caractère du théâtre des toutes prochaines opérations militaires. Ce plan consistait à porter, simultanément depuis la Transbaïkalie, le Primoryé et le priamouryé, les efforts principaux et toute une série d'efforts secondaires sur les axes 'en direction du centre de la Chine du Nord-Est dans le but de fractionner et d'écraser par morceaux les forces principales de l'Armée japonaise de Guangdong*.

Par suite du regroupement des effectifs combattants de troupes soviétiques réalisé en Extrême-Orient et en Transbaïkalie en vue de débiter les opérations de guerre

contre le Japon, la question était presque double.

Au total, vers août 1945, le Haut Commandement des troupes soviétiques en Extrême-Orient avait déployé onze armées de toutes armes, deux groupes stratégiques, une armée blindée, trois armées aériennes, trois armées de défense aérienne, quatre corps aériens détachés. À part cela, le Haut Commandement disposait encore des forces de la Flotte du Pacifique (y compris de la Flottille du Pacifique Nord), de la Flottille fluviale de l'Amour et enfin, ainsi qu'il a été prévu, d'utiliser également les détachements de gardes-frontière du NKVD dans les combats.

Compte tenu de la grande quantité d'unités opérationnelles, de leur éloignement de la capitale, de l'étendue du théâtre des opérations, il a été décidé, pour assurer une direction précise et sans à-coups des fronts, par Directive du 30 juillet 1945 du Comité d'État pour, la Défense (le GKO), de créer un Haut Commandement des troupes soviétiques en Extrême-Orient, et par Directive du 2 août, un État-Major du Haut Commandement. Par Ordre du 30 juillet 1945 du Quartier général, c'est le maréchal de l'Union soviétique A. M. Vassilovski qui en a été nommé Commandant en Chef.

Dans la nuit du 9 août, des bataillons avancés et des détachements de reconnaissance des trois fronts ont fait mouvement sur le territoire de l'adversaire. Au point du jour, les forces principales du Front de Transbaïkalie et du 1er Front d'Extrême-Orient sont passées à l'offensive et ont traversé la frontière d'État.

L'ennemi ne supposait pas que les troupes soviétiques puissent en une semaine parcourir des centaines de kilomètres dans les conditions les plus difficiles. L'élément de

surprise fut si grand et la frappe reçue Par l'Armée de Guangdong depuis le nord-est si puissante que cette armée ne pouvait déjà plus se remettre.

L'offensive menée conjointement avec l'Armée populaire révolutionnaire mongole s'est déroulée avec succès dès les toutes premières heures. La soudaineté et la force des frappes initiales ont permis aux troupes soviétiques de prendre d'emblée l'initiative. Le début des opérations de guerre de l'Union soviétique a provoqué la panique au sein du gouvernement japonais.

L'entrée de l'Union soviétique en guerre ce matin même, – a déclaré le Premier ministre Suzuki le 9 août, – nous place définitivement dans une situation sans issue et rend la poursuite de la guerre plus avant impossible». Ainsi, ce sont donc bien précisément, de l'aveu même de la direction japonaise; les actions des Forces armées soviétiques, et non pas les bombardements atomiques de villes du Japon effectués les 6 et 9 août par des avions américains, qui ont décidé du sort du Japon et ont hâté la fin de la Seconde Guerre mondiale.

L'extermination massive de la population de villes japonaises n'a été dictée par aucune nécessité militaire. Pour les milieux dirigeants des États-Unis, la bombe atomique fut moins un acte mettant fin à la Seconde Guerre mondiale qu'un premier pas dans la «guerre froide» contre l'U.R.S.S.

Face à son inévitable défaite militaire, le gouvernement du Japon a, le 14 août, pris la décision de capituler. Pourtant, les troupes de l'Armée de Guangdong continuaient à résister avec obstination. Ce propos, l'État-Major général de l'Armée rouge a publié le 16 août une mise au point dans la presse soviétique dans laquelle il était dit

que «les Forces armées de l'Union soviétique en Extrême-Orient poursuivront leurs opérations offensives contre le Japon».

Le 17 août, ayant définitivement perdu le contrôle des troupes isolées et ayant pris conscience de l'absurdité de poursuivre la résistance, le commandant en chef de l'Armée de Guangdong, le général Otozo Yamada, a donné l'ordre d'entamer des pourparlers avec le Haut Commandement soviétique d'Extrême-Orient.

Ce même 17 août, à 17 heures, un radiogramme est parvenu, émanant du commandant en chef de l'Armée de Guangdong, informant qu'il avait donné ordre aux troupes japonaises de cesser immédiatement les hostilités et de rendre leurs armes aux troupes soviétiques.

Le 18 août, les unités japonaises commençaient à se constituer prisonnières dans de nombreux secteurs du front.

Les soldats japonais se constituent prisonniers. Août 1945

Dès le 19 août, les troupes japonaises commençaient presque partout à capituler. Ont été faits prisonniers: 148 généraux japonais et 594000 officiers et soldats. Fin août, le désarmement de l'Armée de Guangdong et des autres forces de l'adversaire installées en Mandchourie et en Corée du Nord était complètement achevé. Les opérations de libération de la Sakhaline du Sud et des îles Kouriles ont été menées à bonne fin.

La campagne militaire des Forces armées de l'U.R.S.S. en Extrême-Orient a été couronnée d'une éclatante victoire. Il ne serait pas facile d'en surestimer les résultats. Officiellement, la campagne a duré 24 jours. Les forces de frappe de l'ennemi ont été battues à plate couture. Les militaristes japonais ont perdu leur tête de pont d'agression

et leurs bases principales d'approvisionnement en matières premières et en armes en Chine, en Corée et dans la Sakhaline du Sud. Le fiasco de l'Armée de Guangdong a accéléré de manière décisive la capitulation du Japon dans sa totalité.

La fin de la guerre en Extrême-Orient a sauvé des centaines de milliers de soldats américains et anglais de leur perte, elle a épargné un nombre incalculable de victimes et de souffrances aux peuples d'Asie de l'Est et du Sud-Est et a conjuré la poursuite de leur extermination et de leur pillage par les occupants japonais.

Par suite de l'écrasement du Japon, des conditions favorables ont été créées pour la victoire des révolutions populaires en Chine, en Corée du Nord et au Viêt-Nam. L'Armée de libération nationale de la Chine a reçu d'énormes stocks d'armes prises à l'ennemi. A ne considérer que nos deux seuls fronts, ils ont pris à l'ancienne Armée de Guangdong et transmis aux représentants de l'A.N.L. chinoise: 3700 canons, mortiers et lance-grenades, 600 chars, 861 avions, environ 1200 mitrailleuses, près de 680 dépôts militaires divers, ainsi que des bâtiments de la flotte fluviale du Sungari. Plus tard, il leur a encore été transmise une importante partie des armes soviétiques. Tout cet armement et matériel de guerre, aussi bien celui pris à l'ennemi que le nôtre, soviétique, a aidé à réarmer l'Armée de libération nationale et à équiper techniquement ses nouvelles unités et grandes formations qui sont devenues par la suite l'ossature de la force de frappe de la Chine révolutionnaire.

L'écrasement du militarisme japonais a contribué à l'essor puissant du mouvement de libération nationale dans toute l'Asie. Le 17 août,

la République indonésienne indépendante était proclamée. Le 2 septembre, au moment où le ministre japonais des Affaires étrangères Shigemitsu et le chef d'état-major général Umezumi signaient l'acte de capitulation sans conditions, le Président Hô Chi Minh proclamait la République démocratique du Viêt-nam. Le 12 octobre, les patriotes laotiens proclamaient le Pathet Lao (Pays du Lao libre).

La victoire remportée par les Forces armées soviétiques en Extrême-Orient a été un éclatant témoignage de la puissance du régime de l'État socialiste, un nouveau triomphe de l'art militaire soviétique. La Patrie a hautement et dignement apprécié les exploits de ses enfants: 93 combattants ont été faits Héros de l'Union soviétique dont 6 ont reçu deux fois l'Étoile d'or, 308000 hommes ont été décorés d'ordres et de médailles. De nombreuses grandes formations et unités se sont vues conférer des désignations honorifiques d'unité des Kouriles, des Sakhalines, de l'Oussouri, de Kharbine, de l'Amour, du Khingan, de Moukden, de Port-Arthur et autres lieux. La médaille «Pour la victoire sur le Japon» a été remise à tous les combattants de la guerre contre le Japon.

Le C.C. du P.C.B.tUs

* Armée de Guangdong, -- regroupement combiné de troupes japonaises destiné à l'agression contre la Chine, l'U.R.S.S. et la République populaire mongole en vue de s'implanter sur le continent. Cette armée a été créée en 1931 sur la base des troupes cantonnées sur le territoire de la région de Guangdong (pointe sud-ouest de la presqu'île de Liaodong) d'ou elle tire son nom. (N.d.T.)

À qui profite la révolution au Kirghizistan ? (1/4)



Dans un première partie, « Le Kirghizistan, un pivot géopolitique » F. William Engdahl écrivait

« Aujourd’hui, le Kirghizistan occupe une place de pivot géographique. Ce pays enclavé partage une frontière avec la province chinoise du Xinjiang, un lieu hautement stratégique pour Pékin. Se plaçant parmi les plus petits pays d’Asie Centrale,

il est aussi frontalier, au nord de son territoire, avec le Kazakhstan et ses ressources pétrolifères ; à l’est, il est bordé par l’Ouzbékistan et au sud, par le Tadjikistan. Plus encore, la vallée de Ferghana, à la situation politique explosive en raison de ses importantes richesses naturelles, se trouve sur une partie du Kirghizistan ; cette zone multiethnique cou-

tumière de frictions politiques s’étend aussi sur les territoires de l’Ouzbékistan et du Tadjikistan. » pour enfin se poser la question « Aujourd’hui la question qui reste en suspens porte sur le rôle que le Kirghizistan jouera dans la spectaculaire partie d’échecs géopolitique pour le contrôle de l’Asie centrale, et, par voie de conséquence, pour celui du *heartland* eurasiatique, selon la terminologie du géopoliticien britannique Halford Mackinder. Les acteurs majeurs extérieurs au Kirghizistan, dans cette partie d’échecs aux forts enjeux géopolitiques en Asie Centrale, sont la Chine, la Russie et les États-Unis. La partie suivante de ce dossier s’attachera à examiner les intérêts géopolitiques portés par la Chine sur le Kirghizistan, l’un de ses partenaires au sein de l’Organisation du traité de coopération de Shanghai. Carte de l’Asie centrale (avec le Kirghizistan à droite en vert) »

Nous vous présentons la deuxième partie dans son intégralité

La Chine et l’avenir géopolitique du Kirghizistan

Le renforcement des liens économiques entre la Chine et le régime en faillite de l’ancien président kirghize Askar Akaïev est la raison principale pour laquelle Washington décida de lâcher son ex-allié Akaïev, après près d’une décennie de soutien. En juin 2001 la Chine, la Russie, l’Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizistan signaient l’acte de naissance de l’Organisation du traité de coopération de Shanghai. Trois jours après, Pékin officialisait un prêt important au Kirghizistan pour l’acquisition de matériel militaire [1].

Après le 11 septembre 2001, le Pentagone initiait ce que l’on a considéré comme le plus grand bouleversement dans le déploiement militaire états-unien à l’étranger depuis

la fin de la Deuxième Guerre mondiale. L’objectif était de positionner les forces états-uniennes en suivant un « arc d’instabilité », tout au long de la Méditerranée, de l’Afrique, du Moyen-Orient, du Caucase, de l’Asie Centrale et méridionale [2].

À l’époque, Akaïev proposa de céder au Pentagone sa plus grande base militaire de la région, celle de Manas. La Chine, qui partage une frontière avec le Kirghizistan, s’en alarma et, de concert avec la Russie, poussa l’Organisation du traité de coopération de Shanghai à s’y opposer et lança un appel au retrait des troupes présentes

es dans les bases états-uniennes d’Asie Centrale.

Selon le *Wall Street Journal*, la Chine engageait alors également des

négociations secrètes pour l’établissement de sa propre base au Kirghizistan et pour des modifications frontalières, déclenchant une tempête politique contre Akaïev en mars 2002.

Philip Shishkin du *Wall Street Journal* notait : « Engageant une " diplomatie de la Route de la soie " et visant à la suppression des guérillas menées par les Ouïghours – dont le déclencheur se trouvait principalement dans le besoin urgent de liquidités pour enrayer la chute libre de l’économie intérieure — les prises de position d’Akaïev pour aligner son pays avec Pékin exaspèrent Washington qui voyait dans la Chine un obstacle à son programme d’expansion stratégique. » [3].



Une jonction d'oléoduc entre la Chine et le Kazakhstan. Un nouvel ouvrage est en cours de construction et devant porter à terme la capacité de transit à 400 000 barils par jour. En 1997, la Chine et le Kazakhstan ont signé la mise en place conjointe de la Compagnie pétrolière Sino-Kazakhe, fruit d'une collaboration entre la China National Petroleum Corporation (CNPC) et KazMunaiGas, et avec comme objectif affiché de relier la Mer Caspienne au Xinjiang par un oléoduc.

Shishkin ajoutait : « *Le point de vue états-unien sur cette dangereuse situation pouvait se résumer ainsi : "Étant donné la frontière longue de 1 100 kilomètres qui sépare la Chine et le Kirghizistan – et la présence états-unienne, déjà considérable en Ouzbékistan et au Tadjikistan voisins – la chute du gouvernement prochinois du président Akaïev, tombé en disgrâce, ne sera pas une mince victoire pour la " politique d'endiguement."* » [4].

À partir de ce moment, Washington lança un financement massif par l'entremise du National Endowment for Democracy et s'arma de l'aide de l'Albert Einstein Institution et de Freedom House, et même de celle du Département d'État et du FMI, pour finalement renverser, lors de la Révolution des tulipes en 2005, le régime d'Akaïev, qui n'inspirait plus confiance [5] [6]. Aujourd'hui, il paraît logique que la Chine soit la puissance la plus intéressée par l'avenir politique du Kirghizistan. Sur environ 850 kilomètres, la frontière entre le Kirghizistan et la Chine longe la province sensible du Xinjiang.

C'est dans cette même province qu'en juillet 2009 éclatèrent les émeutes menées par les Ouïghours [7] et soutenues, d'une part, par le Congrès mondial ouïghour, une organisation financée par les États-Unis et dirigée par

« l'ancienne lavandière » Rebiya Kadeer, et, d'autre part, par l'« ONG » de la Maison-Blanche qui se charge des changements de régime, le National Endowment for Democracy.

Également frontalier de la région autonome et instable du Tibet, le Xinjiang est un carrefour vital au sein du réseau de pipelines acheminant les ressources énergétiques en Chine depuis le Kazakhstan et, à terme, depuis la Russie. Le Xinjiang abrite quant à lui d'importantes réserves de pétrole, indispensables à la consommation domestique de la Chine [8].

La frontière entre le Kirghizistan et la Chine est poreuse et le flux de personnes circulant entre le Xinjiang chinois et le territoire kirghize est considérable. On estime à 30 000 le nombre de ressortissants chinois vivant au Kirghizistan, parmi lesquels des populations ouïghours. Près de 100 000 Kirghizes vivent au Xinjiang.

En bref, les avant-postes militaires états-uniens au Kirghizistan ont bien plus de conséquence pour la sécurité nationale chinoise que les modestes renforts envoyés dans les zones de combat en Afghanistan. Pour les agences de renseignement états-uniennes et pour le Pentagone, c'est un terrain idéal pour mener des opérations clandestines de déstabilisation

dans le Xinjiang, une province si fragile politiquement et tellement vitale pour la stratégie chinoise. Cette circulation transfrontalière offre une parfaite couverture aux activités d'espionnage états-uniennes et pour d'éventuels sabotages [9].

Selon l'ancien ambassadeur indien K. Gajendra Singh, maintenant retiré de ses fonctions et à la tête de la Fondation pour les études indo-turques à New Delhi, le régime de Bakiev, en permettant aux forces militaires états-uniennes d'utiliser la base aérienne de Manas et en leur fournissant, entre autres, des équipements électroniques de haute technologie, leur facilite la surveillance des bases militaires et les principaux sites de lancement de missiles du Xinjiang chinois [10].

Créé récemment par le Pentagone *officiellement* pour approvisionner les zones de combat afghanes, le réseau de distribution du Nord (NDN, Northern Distribution Network) s'ajoute aux préoccupations de Pékin au sujet des opérations états-uniennes au Kirghizistan.

Le réseau de distribution de Nord traverse le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. Nombreux sont ceux au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai à suspecter le Pentagone de vouloir utiliser ce réseau pour générer des attaques si



L'autoroute devant traverser le Kazakhstan est maintenant en construction. Il s'agit de l'un des projets d'infrastructures destinés à relier l'Europe de l'Ouest à la Chine de l'Ouest. La mise en service de cette voie de circulation facilitera d'une part le transit des marchandises de la Chine vers l'Europe, mais également du matériel pour la construction des projets Sino-Kazakhes depuis l'Europe.

multanées par des groupuscules, tels que le « Mouvement islamique d'Ouzbékistan » ou l'« Union du Jihad islamique » et l'obscur mouvement Hizb ut-Tahir, tous confinés dans la vallée de Ferghana répartie sur les trois États traversés par le NDN [11].

Pékin n'est pas un observateur passif des événements kirghizes. Clairement, la Chine s'apprête à jouer sa meilleure carte, la carte économique, pour s'assurer des relations plus étroites et bien plus amicales avec le nouveau gouvernement kirghize, quel qu'il soit.

En juin 2009, lors d'une assemblée de l'Organisation de coopération de Shanghai à Ekaterinbourg en Russie, le président chinois Hu Jintao a promis un fonds de 10 milliards de dollars pour un programme d'aide à venir, destiné aux Nations-membres d'Asie Centrale : le Kazakhstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. Rien de ce qu'a promis Washington aux Kirghizes ne s'approche un tant soit peu de ces sommes.

Dans l'une de ses premières déclarations, le porte-parole de Parle-

ment provisoire kirghize, Omourbek Tekebaïev a affirmé devant les médias russes que son pays considère la Chine comme l'un de ses alliés stratégiques : « *Notre politique étrangère va changer... La Russie, le Kazakhstan et nos autres voisins, y compris la Chine, resteront nos partenaires stratégiques.* » [12].

Or, il existe un projet que le partenaire stratégique chinois est susceptible de vouloir hâter pour l'établissement de relations plus étroites. En effet, Pékin a déjà annoncé la construction d'un immense réseau ferré à grande vitesse en Eurasie.

Le ministre des Chemins de fer chinois a dévoilé l'un des projets les plus ambitieux du monde contemporain. Traversant le Kirghizistan, les lignes ferroviaires s'étendront à terme du Xinjiang jusqu'en l'Allemagne, et même jusqu'à Londres vers 2025.

Le projet inclut en effet la possibilité que le réseau ferroviaire Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan soit relié au réseau nodal eurasiatique de lignes à grande vitesse.

La Chine est également en train de construire douze nouvelles autoroutes pour rendre les économies du Kirghizistan et de ses voisins dépendantes d'un réseau routier moderne relié au Xinjiang. Dans une certaine mesure, la militarisation états-unienne du Kirghizistan devient une réelle menace pour la sécurité nationale chinoise. La riposte économique de la Chine pour accroître sa présence dans le pays est maintenant bien enclenchée [13].

Comme pour expliciter un peu plus encore les préoccupations chinoises à propos de la stabilité de son voisinage, Pékin a récemment renforcé ses activités économiques en Afghanistan.

Si des tensions apparaissent entre le président afghan Hamid Karzaï et l'administration Obama, les relations se réchauffent visiblement entre Karzaï et Pékin. Le 24 mars dernier à Pékin, Karzaï et le président chinois Hu Jintao ont signé de nouveaux accords sur les échanges et les investissements, et se sont accordés sur le renforcement de la coopération triangulaire avec le Pakistan, un allié traditionnel de la Chine.

Les accords du 24 mars porteraient sur les investissements chinois en Afghanistan dans les domaines de l'énergie hydraulique, des activités minières et ferroviaires, des travaux publics et dans d'autres projets liés à l'énergie.

La Chine est déjà le premier investisseur de l'économie afghane. En 2007, la Metallurgical Group Corporation, une grande entreprise publique chinoise, a remporté un contrat d'investissement de 3,5 milliards de dollars pour l'exploitation de la mine de cuivre d'Aynak en Afghanistan, sur l'un des gisements les plus importants du monde [14].

Les entreprises chinoises s'intéressent également à la possibilité d'exploiter en Afghanistan les réserves d'hydrocarbures, estimées à 1,6 milliards de barils de pétrole et 440 milliards de mètres cubes de gaz, ainsi que les gisements de divers métaux dont l'or et le minerai de fer [15].

Pour la Chine, l'Afghanistan et le Pakistan sont deux éléments tout aussi vitaux dans son réseau de distribution et d'échanges vers l'Iran. Pékin vient d'achever la construction d'infrastructures portuaires à Gwadar au Pakistan, qui lui permettront d'acheminer 60 % de ses importations de pétrole du Proche-Orient. La Chine projette en outre de connecter le port de Gwadar à la province du Xinjiang en passant par l'Afghanistan, afin d'assurer l'approvisionnement en ressources énergétiques nécessaires à son économie en pleine expansion. C'est dans ce contexte global que la stabilité politique au Kirghizistan est essentielle à la Chine [16].

Dans notre prochaine partie, nous examinerons l'importance capi-

tales du Kirghizistan pour la Russie en termes géopolitiques. La Russie occupe la place du deuxième joueur dans cette nouvelle partie d'échecs tridimensionnelle pour le contrôle du continent eurasiatique et de son avenir politique et économique.

(A suivre...) source : Voltaire, édition internationale

- [1] John C. K. Daly, Sino-Kyrgyz relations after the Tulip Revolution, Washington, The Jamestown Foundation, China Brief, 7 juin 2005.
 [2] Philip Shishkin, « In Putin's Backyard, Democracy Stirs – With U.S. Help », The Wall Street Journal, 25 février 2005.
 [3] Ibid.
 [4] Ibid.
 [5] Ibid.
 [6] Sur ces organisations, lire : « La NED, nébuleuse de l'ingérence "démocratique" », « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA » et « Freedom House : quand la liberté n'est qu'un slogan », Réseau Voltaire, 22 janvier 2004, 4 juin 2007 et 7 septembre 2004.

[7] « Que se passe-t-il dans le Xinjiang ? », par Domenico Losurdo, Réseau Voltaire, 12 juillet 2009.

[8] F. William Engdahl, Washington is Playing a Deeper Game with China, Voltaire Network, 13 juillet 2009, non traduit.

[9] K. Gajendra Singh, Geopolitical Battle in Kyrgyzstan over US Military Lilypond in Central Asia, New Delhi, 11 avril 2010.

[10] Ibid.

[11] Cornelius Graubner, Implications of the Northern Distribution Network in Central Asia, Central Asia-Caucasus Institute, Johns Hopkins University, 1er septembre 2009.

[12] John C.K. Daly, op. cit.

[13] Roman Muzalevsky, "The Implications of China's High-Speed Eurasian Railway Strategy for Central Asia", Eurasian Daily Monitor, Vol. 7, numéro 64, 2 avril 2010.

[14] Afghanistan Ministry of Mines, Aynak Copper Project is Inaugurated in a Glorious Ceremony, 9 juillet 2009.

[15] Roman Muzalevsky, The Economic Underpinnings of China's Regional Security Strategy in Afghanistan, Eurasia Daily Monitor, Vol. 7 Numéro 75, 19 avril 2010.

[16] Ibid.

Bolchevisme et question nationale

Vijay Singh

La solution bolchevique de la question nationale en Union soviétique a été une cible favorite pour les critiques. De tels critiques ont pris de la force à la suite de certaines opinions de Lénine exprimées à la fin de sa vie. Cette réplique examine les vues du prof. Paresh Chattopadhyay qui répercute la critique antisoviétique standard. L'ouverture des archives en ex-URSS a signifié qu'une image plus complexe se dégage des dernières lettres de Lénine. Lénine, tel qu'indiqué ci-dessous, a tenu Staline et Dzerjinski politiquement responsables de l'incident caucasien. Les minutes du 12e Congrès du Parti communiste russe (bolchevik) de 1923 donnent ce qui semble être la réponse oblique de Staline à la critique de Lénine : « Maintenant pour continuer, je me déplacerai à la question que je ne peux pas éviter. Ici, ils ont dit que je suis un expert dans les questions nationales. Camarades, je dois dire que je n'ai jamais prétendu être tel. J'ai deux fois refusé de donner un rapport sur la question nationale et les deux fois on m'a unanimement ordonné de faire le rapport. Je ne dis pas que je ne suis

pas informé dans ces questions, j'ai une certaine connaissance de la question, mais je suis malade à mort de cela. Pourquoi Staline doit-il faire le rapport? Où cela est-il écrit? Pourquoi doit-il faire les frais des erreurs qui sont faites localement? Ce n'est pas noté nulle part. "(' Les Archives politiques de la Russie', Volume 2, No 4, 1991, p. 268, accent ajouté).

Les vues exprimées par Chattopadhyay Paresh sont ouvertes à la question sur les bases de la logique et des faits. ('Back to War', Frontier, le 1er avril 1995). Staline sur l'autorité de Lénine est peint dans la plus noire des couleurs sur la question nationale. Encore en février 1913 dans une lettre à Gorky, Lénine a mentionné Staline comme un 'merveilleux Géorgien' pour son travail sur la question nationale. (V.I. Lénine, *Œuvres complètes*, Vol. 35, Moscou, 1966, p. 84). En décembre de la même année, Lénine a recommandé le travail de Staline intitulé 'le Marxisme et la Question nationale' déclarant qu'il a occupé une place en vue dans le traitement du problème national (V.I. Lénine, *Œuvres complètes*, Vol. 19, Moscou, 1963, p.

539). C'était Lénine qui a nommé Staline au poste important de Commissaire du Peuple aux Nationalités après la révolution d'Octobre. Encore en mars 1922 au 11e Congrès du PCR (b) Lénine a défendu Staline à propos de la critique de Préobrajenski qui estimait incorrect que Staline dirige concurremment deux commissariats, soit les Nationalités et le Contrôle de l'État. Lénine a soutenu que pour qu'on s'y retrouve dans toutes les questions du Turkestan et du Caucase, 'il nous faut un homme' que n'importe quel représentant des nationalités puisse aller trouver pour lui raconter en détail ce qui se passe. Où trouver cet homme? Je pense que Préobrajenski lui-même ne pourrait pas proposer une autre candidature que celle du camarade Staline' (V.I. Lénine, *Œuvres complètes*, Vol. 33, Moscou, 1966, p. 320).

Sur la question de l'autonomisation' Lénine s'est opposé à l'idée de Staline que les diverses républiques incluant la Géorgie devraient entrer dans l'union projetée des Républiques socialistes soviétiques comme républiques autonomes, considérant que des sauve-

gardes étaient requises contre l'appareil russe. Molotov a indiqué que Staline dans ce cas a continué une ligne précédente de Lénine : 'Lénine s'était opposé au principe fédéral, le fédéralisme, parce qu'il favorisait le centralisme. Toutes les rênes, tout doit être tenu entre les mains du prolétariat afin de renforcer l'État. Lisez juste son article sur la question nationale. Autonomie dans un état unitaire, oui. Mais Lénine a laissé tomber ce principe unitaire pour une solution fédérale : 'créons l'Union des Républiques socialistes soviétiques!' » Mais Staline n'a pas su cela au début '. (Rédacteur. A. Resis, 'Mémoires de Molotov, Chicago, 1993, p. 196). Les objections de Lénine ont été rencontrées quand l'URSS a été formée alors que la souveraineté des républiques unifiées était garantie.

Lénine est intervenu en 1922 dans la discussion entre le Comité transcaucasien du PCR (b) dirigé par G.K. Orjonikidzé et le groupe de communistes géorgiens dirigé par Budu Mdivani. Le groupe Mdivani désirait que la Géorgie entre à l'URSS directement et non par la Fédération transcaucasienne. Ils ont cherché à préserver les intérêts de la Géorgie aux dépens de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan et ont empêché les liens économiques et politiques de la république transcaucasienne. Lénine n'a pas soutenu les vues de Mdivani. Alors comme maintenant le Caucase était un foyer de lutte nationale et c'était la suggestion de Lénine que l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie doivent être unis comme une 'Fédération'... une fédération des républiques transcaucasiennes est absolument correcte en principe et doit être mise en œuvre sans faute' (V.I. Lénine *op. cit.*, p. 127). Lénine a été d'une manière justifiable outragé, quand Orjonikidze, ayant été insulté, a recouru à la violence physique avec un membre du groupe Mdivani. Après cet incident, Lénine a conseillé une profonde prudence et un empressement d'accepter un compromis avec les Géorgiens. Lénine a voulu qu'une punition exemplaire soit in-

fligée à Orjonikidze. Il a tenu Staline et Dzerjinski être politiquement responsables de ce qu'il a nommé 'cette campagne nationale Grand-russe' (V.I. Lénine, *Œuvres complètes*. Vol. 36, Moscou, 1971, p. 610).

Paresh Chattopadyay est en fait incorrect quand il soutient que Lénine 'a condamné Staline, qui comme un' Grand-russe, venant d'autres nationalités... a exagéré 'le chauvinisme grand-russe', cette disposition d'esprit russe'. La citation réelle montre que Lénine critiquait ici le communiste polonais Dzerjinski et non Staline :

'Je crains aussi que le camarade Dzerjinski, qui s'est rendu au Caucase pour enquêter sur 'les crimes' de ces 'social-nationaux, se soit de même essentiellement distingué ici par son état d'esprit cent pour cent russe (on sait que les allogènes russifiés forcent constamment la note en l'occurrence)...' (*Op. cit.*, p. 620).

Mais est-ce que cela est tout à fait clair que Lénine a appelé Staline 'un voyou Grand-russe' comme Paresh Chattopadyay le prétend? Il est plus probable, que Lénine dans le passage suivant se référait au Géorgien GK Orjonikidzé qui avait malmené un membre du groupe Mdivani:

« Le Géorgien qui considère avec dédain cet aspect de la question, ou qui lance dédaigneusement des accusations de 'social-nationalisme' (tandis qu'il est lui-même non seulement un vrai, un authentique 'social-national', mais encore un brutal argousin grand-russe), ce Géorgien - là, porte en réalité atteinte à la solidarité prolétarienne de classe...' (*Op. cit.*, p. 622).

La vue exprimée sur la question du transfert de quelques nationalités de leurs patries traditionnelles pendant la Deuxième Guerre mondiale est aussi douteuse. Il est nié, par exemple, qu'un certain nombre de nationalités ont collaboré avec le Nazisme en raison du fait qu'ils ont simplement fourni de l'alimentation aux Allemands sous contrainte. Encore une analyse récente montre d'une façon convaincante qu'un cer-

tain nombre de nationalités turques étaient coupables de trahison massive au côté de l'Allemagne Nazi. (W.B. Bland, 'The Enforced Settlements', Londres, 1993). L'armée nazie a été rencontrée avec jubilation et accueillie comme 'des libérateurs' par pratiquement la population entière de la Crimée et des secteurs Turcs du Caucase du Nord. L'armée Allemande s'est assurée l'appui des Tatars de Crimée et des peuples Caucasiens divers pour former 'des bataillons d'autodéfense' qui ont pris la tâche de pourchasser les forces des partisans qui se sont engagés dans la lutte contre l'occupation nazie. Ceci est plus loin corroboré par Molotov qui a argué comme suit : 'le fait est que pendant cette guerre nous avons reçu des rapports de trahison massive. Des bataillons de Caucasiens se sont opposés à nous aux fronts et nous ont attaqués de l'arrière. C'était une question de vie et de mort; il n'y avait aucun temps pour examiner les détails. Bien sûr, des innocents ont souffert. Mais je tiens à dire qu'étant donné les circonstances, nous avons agi correctement.' (*Op. cit.* p. 195). La dissolution de la République socialiste soviétique autonome allemande de la Volga et le transfert de sa population ont aussi eu lieu pour des raisons de sécurité d'État. Les nations démenagées ont reçu de la terre et ont reçu l'aide de l'État pour établir leur vie économique.

C'est incorrect, de plus, de soutenir que Staline à la fin de la guerre « a salué les Russes et non tout le Peuple Soviétique ». Dans son discours du 24 mai 1945, Staline a en réalité exposé :

'Je voudrais proposer que nous buvions à la santé du Peuple Soviétique et principalement du peuple russe' (J. Staline, 'Sur la Grande Guerre patriotique de l'Union soviétique', Moscou, 1954, p. 24). Staline a alors donné ses raisons pour la déclaration que les Russes étaient les plus remarquables de toutes les nations qui ont constitué l'Union soviétique.

Il a soutenu que durant la guerre le peuple russe avait gagné la recon-

naissance universelle comme force directrice de l'Union soviétique parmi tous les peuples du pays. (*Loc. cit.*)

Une évaluation complète de la contribution de Staline à la solution de la question nationale en Union soviétique doit tenir compte d'un certain nombre de faits. C'est Staline qui a découvert des nations entières, qui a rédigé les nouvelles frontières ethniques nationales et a guidé la formation des Républiques asiatiques centrales. Sous le pouvoir soviétique, quarante-huit nationalités ont acquis un alphabet écrit pour la première fois. Avant 1917, la majorité de la population était illettrée, dès 1939 l'analphabétisme avait été en grande

partie surmonté. La période de Staline a vu la croissance économique des républiques nationales. Pendant que la croissance industrielle se faisait à une haute vitesse en URSS dans l'ensemble, la croissance industrielle des républiques nationales grandissait avec une rapidité particulière. En URSS dans l'ensemble, la production brute de l'industrie à grande échelle avait augmenté avant 1940 de 12 fois comparé à 1913. Dans la RSS du Kazakhstan, elle a augmenté de 20 fois, en Géorgie de 27 fois, dans la RSS Kirghiz de 153 fois et dans la RSS Tajik de 308 fois. De la même façon, les Républiques asiatiques centrales ont profité énormément dans le domaine de

l'éducation. Le nombre d'élèves dans les écoles secondaires et élémentaires a augmenté en 1940 en comparaison de 1914-15 comme suit : dans la RSS de l'Azerbaïdjan de 9.4 fois, dans la république arménienne de 9 fois, de 10.9, dans la RSS Kazakh, dans celle de Turkménie de 35 fois, de Kirghizie de 47 fois, dans la RSS Uzbek de 73 fois et dans la RSS Tajik de 822 fois. (*Politicheskaya Ekonomiya, Uchebnik*, Moscou, 1954, p. 372). Il est ironique que la contribution de Staline est aujourd'hui réévaluée d'une façon positive en ex-Union soviétique, mais qu'ailleurs il y en a encore plusieurs dans la déformation khrouchtchévienne.

Traduction Dr Adélar Paquin

Sur l'Article d'Alexei Danko

Racines de classe du révisionnisme moderne d'un point de vue marxiste-léniniste.

George Gruenthal

Chers camarades de Proletarskaya Gazeta,

J'ai lu avec grand intérêt la traduction anglaise de l'article d'Alexei Danko dans la publication No 26 de Proletarskaya Gazeta. À mon avis, il représente une avance qualitative dans la compréhension des racines de classe du révisionnisme moderne d'un point de vue marxiste-léniniste.

J'ai lu plusieurs textes disponibles en anglais concernant le révisionnisme moderne. Du temps de la polémique des partis chinois et albanais au début des années 1960, il est devenu évident, à tous ceux dont les yeux n'ont pas été assombris par le révisionnisme, que Khrushchev et ses successeurs, du temps du 20e Congrès du PCUS, avaient trahi l'idéologie marxiste-léniniste, et avaient remplacé la dictature du prolétariat par 'l'état de tout le peuple' et le parti d'avant-garde du prolétariat par « le parti de tout le peuple. C'était la base idéologique pour miner le socialisme.

Il y a eu aussi une analyse plus poussée des changements qui, en Union soviétique, ont renversé com-

plètement l'économie socialiste de la période de Lénine-Staline en une économie capitaliste (bien que publique) de la période de Khrushchev, Brezhnev et de Gorbatchev. Cette analyse a noté l'extension des relations marchandises-argent (commençant par la vente des Stations de Tracteur et de Machine aux fermes collectives individuelles), faisant ainsi du bénéfice le critère principal pour juger du succès d'une entreprise, etc.

Cependant, en général la littérature marxiste - léniniste n'est pas allée au-delà de cela. Particulièrement, il y a eu peu d'analyse des racines de classe du révisionnisme, sauf en termes très généraux.

Jusqu'à un certain degré, cette limitation est compréhensible, comme il était nécessaire d'effectuer une lutte ferme non seulement contre ceux qui ont défendu le révisionnisme Khrushchevite, mais aussi contre ces forces centristes qui ont reconnu le révisionnisme de Khrushchev et de ses successeurs, mais qui considéraient toujours l'Union soviétique comme un pays socialiste dans cette période. Cette

lutte doit toujours se poursuivre. Mais la laisser à ce niveau c'est de ne pas aller au-delà de la déclaration correcte que "Khrushchev a trahi le socialisme." Dans des conditions différentes, Engels a indiqué les limitations d'une telle analyse quand il a dit, dans la Révolution et la Contre-révolution en Allemagne, 'qu'une pauvre chance supporte un parti politique dont les marchandises en stock entières consistent dans une connaissance en fait solitaire que le Citoyen ne doit pas ainsi être eu confiance.'

L'article du Camarade Danko commence à analyser les racines de classe de la trahison de Khrushchev. Il déclare que : "ce sont donc les masses petites-bourgeoises qui reproduisent les aspirations bourgeoises dans la société socialiste et qui engendrent une nouvelle bourgeoisie." Il signale plus loin que : "la réalisation des aspirations petites-bourgeoises sous le socialisme arrive par la conservation nécessaire de certains éléments du capitalisme et l'application du 'droit bourgeois', qu'il est impossible de liquider dans une brève période de temps. Par exemple, prenez la distribution selon le travail,

qui aboutit nécessairement à la différenciation du revenu et à l'existence de différences significatives entre le travail mental et manuel et entre la ville et la campagne. Une expression concrète et la source d'aspirations petites-bourgeoises sont l'existence des lots privés des paysans, de l'immobilier privé et des dakat, des marchandises de luxe excessif, du statut spécial du travail gestionnaire et intellectuel, l'existence de relations marchandise-argent dans la sphère de distribution des produits, des matières premières et des services de grande demande et ainsi de suite." Il continue en disant que : "ces éléments peuvent seulement être éliminés au moyen de la liquidation graduelle du 'droit bourgeois' dans le processus du développement progressif de la base matérielle et technique du socialisme."

La société socialiste est toujours une société de classes. Elle diffère du capitalisme (et de toutes les sociétés de classe précédentes), en ce que pour la première fois, la classe dirigeante est la classe de la majorité, du prolétariat autrefois exploité (en Russie il a formé la majorité ensemble avec son allié, la paysannerie) et elle emploie son autorité de classe, la dictature du prolétariat, pour réprimer les anciens exploités et se préparer pour le communisme, ou la société sans classe. Cette dictature pour but, en premier lieu, d'extirper le pouvoir de l'ancienne classe exploitée et d'exproprier leurs moyens de production. En Union soviétique, cela a été essentiellement accompli au début des années 1930, avec l'expropriation des koulaks et leur liquidation comme classe.

Mais ce renversement et cette expropriation des classes exploitées ne mettent pas fin à la lutte des classes. Il y a toujours les restes de ces classes et il y a toujours un grand nombre de petits-bourgeois qui ne peuvent pas être transformés en prolétaires soudainement. Comme Lénine l'a signalé dans le Communisme de Gauche : "la dictature du

prolétariat est une lutte persistante - sanglante et exsangue, violente et paisible, militaire et économique, éducative et administrative - contre les forces et les traditions de la vieille société. La force d'habitude de millions et de dizaines de millions est une force plus terrible." Staline a clairement reconnu que la lutte des classes continue dans toute la période du socialisme.

Le camarade Danko déclare au commencement même de son article qu'il n'essaye pas de donner une réponse complète à la question des racines de classe de la contre-révolution en Union soviétique. Donc, on ne peut certainement pas le critiquer pour les limitations de son article. J'aimerais simplement suggérer quelques directions pour la nouvelle étude et probablement quelques désaccords avec certaines emphases dans son analyse.

En regardant les racines de classe de la contre-révolution, nous devons examiner certains faits historiques, même si ceux-ci sont révélés par des éléments qui ne sont pas entièrement marxistes - léninistes, ou par des historiens bourgeois pourvu qu'ils soient honnêtes dans leur présentation de ces faits.

Tandis que la petite bourgeoisie forme dans l'ensemble la base de classe pour le révisionnisme, à mon avis c'était des sections très particulières de cette classe qui en étaient les éléments clefs - certains éléments de niveau moyen et même plus élevé dans le parti, et dans l'appareil d'État et gestionnaire.

Par exemple, Eugenie Varga, l'économiste soviétique hongrois bien connu décrit, dans un livre publié après sa mort, des scènes au milieu de la Grande Guerre patriotique. Dans cette période, la grande majorité des ouvriers et paysans soviétiques, conduits par le Parti bolchevique, ou se battaient au front ou travaillaient dur dans l'arrière pour soutenir le combat contre les envahisseurs nazis fascistes. Ils ont patiemment supporté des conditions de sa-

crifice au temps des privations sévères. En ce même temps, Varga décrit qu'il fut invité à des cantines spéciales auxquelles les membres de l'appareil dinaient comme s'ils étaient à un banquet. Ces gens vivaient "en pachas" tandis que tous les autres se sacrifiaient pour défendre leur pays socialiste. C'étaient des gens qui avaient été placés dans des positions de haute responsabilité. Ce sont ces mêmes gens qui déjà projetaient probablement de saisir le pouvoir et de changer complètement le cours de la construction socialiste, qu'ils ont accomplie une fois que les restrictions de leur pouvoir imposées par le Parti furent enlevées après la mort de Staline.

Le camarade Danko mentionne comment, dans les conditions défavorables de la Deuxième Guerre mondiale, "les fonctions de la dictature du prolétariat et le développement de la démocratie prolétarienne ont été significativement gênés." C'est certainement vrai, mais il est évident que cela a commencé auparavant et a continué après la guerre.

Déjà en 1985 J. Arch Getty, un historien universitaire honnête, a écrit un livre intéressant, les Origines des Grandes Purges. Se basant sur une analyse des archives du parti de Smolensk, Getty montre comment les éléments de l'appareil régional du parti ont barré le chemin aux tentatives de Staline et de la direction révolutionnaire du Parti pour renforcer la démocratie prolétarienne. Des historiens révolutionnaires comme Grover Furr ont développé cette recherche et ont montré que cette situation n'était pas du tout unique à Smolensk. Et Andreï Zhdanov dans son rapport au 18ème Congrès du Parti en 1939 a décrit jusqu'où les éléments bureaucratiques dans le Parti pouvaient aller pour attaquer d'autres pour préserver leurs propres positions dans l'appareil du parti.

Bien sûr, il y a eu des mesures révolutionnaires qui ont été mises en place pour essayer de combattre une telle dégénération bourgeoise parmi

les cadres et les éléments principaux de l'appareil. Une telle mesure consistait à limiter les salaires des membres du parti dans les hautes positions techniques et gestionnaires. Une autre fut le contrôle des travailleurs et paysans, par lequel les gens du peuple surveillaient les actions des principaux cadres à leur lieu de travail. Il est compréhensible qu'il y a eu un relâchement de telles mesures de surveillance et de contrôle dans des conditions du temps de guerre, mais il n'est pas clair comment ces mesures furent strictement appliquées ou comment efficaces elles furent avant ou après la guerre.

Aujourd'hui, il n'y a plus aucun pays authentiquement socialiste. Clairement, la chute provisoire de l'Union soviétique et des autres pays autrefois socialistes a eu lieu dans des conditions de pression impérialiste. Mais ces pays ne sont pas tom-

bés à l'invasion du dehors - ils sont tombés principalement en raison de la trahison de l'intérieur. Pendant le temps de Staline, la seule expérience de révisionnisme dans le pouvoir d'état fut la Yougoslavie de Tito. Maintenant, chacun a vu les résultats du révisionnisme de Khrushchev, Brezhnev et Gorbachev en Union soviétique et leurs homologues en Europe de l'Est, aussi bien que le révisionnisme sous Ramiz Alia en Albanie. Comme marxistes-léninistes, nous avons un devoir de comprendre les racines de classe de ces rechutes comme nous nous préparons pour la vague suivante de révolutions socialistes.

En demandant aux théoriciens Soviétiques pour analyser l'expérience positive du développement socialiste, Staline a critiqué ceux qui se sont concentrés seulement sur la brève expérience de la Commune de

Paris, alors qu'il y avait les années du pouvoir Soviétique à étudier. Nous avons maintenant les décennies de l'expérience négative du révisionnisme au pouvoir à étudier. Nous devons continuer et approfondir notre analyse du révisionnisme en Union soviétique et dans les autres pays autrefois socialistes.

Selon mon avis, l'article du camarade Danko est un premier pas important de cette analyse. Nous devons espérer que d'autres, en particulier de l'Ex-Union soviétique et des autres pays autrefois socialistes qui ont eu une expérience directe à analyser, continueront ce travail.

Fraternellement,
George Gruenthal
New York, U.S.A.
Revolutionary Democracy
Avril 2007
Traduction Adélard Paquin

BP, la marée noire, la démocratie bourgeoise et l'écologie politique

- par Fodé Roland Diagne
juin 2010, par **Comité Valmy**

L'explosion sur un forage pétrolier au large de la Louisiane, à l'origine d'une pollution quasiment sans précédent, pousse Roland Diagne à tirer trois leçons sur le fonctionnement du capitalisme, qui « porte en son sein la destruction de la nature comme la nuée porte l'orage ».

Depuis le 20 avril dernier le pétrole se répand dans le golfe du Mexique. L'écosystème des marécages de Louisiane (sud), un lieu de reproduction pour les poissons, crabes et crevettes qui représentent 2,4 milliards de dollars par an pour l'industrie de la pêche et du tourisme, est bouleversé.

Du milieu des années 1990 au milieu des années 2000, BP s'est rebaptisée Beyond Petroleum (« Au-delà du pétrole »), après la fusion avec Amoco en 1998, en proclamant vouloir faire de l'exploitation des

hydrocarbures une « industrie propre ». BP collabore ainsi avec la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et des organisations non gouvernementales, comme Amnesty International, pour mettre en œuvre « l'oléoduc le plus vert possible ».

Puis, pour être plus « compéti-

tif » que ses concurrents BP a réalisé le forage le plus profond de l'histoire pétrolière, à plus de 10 000 mètres de fonds et a fait pression sur ses salariés pour accélérer les travaux parce que chaque journée de retard dans l'exploitation lui coûtait un million de dollars (820.000 euros). Telles sont les circonstances qui ont précédé l'explosion qui a fait onze morts



et provoqué ce que d'aucun appelle déjà la plus grande marée de l'histoire des États Unis.

Trois leçons sur le fonctionnement du capitalisme peuvent en être déduites :

1 – « La concurrence et la compétitivité » sont les moyens pour obtenir le maximum de profit, ce qui conduit inévitablement les monopoles capitalistes à la destruction de l'environnement, de l'écosystème. Le capitalisme porte en son sein la destruction de la nature comme la nuée porte l'orage.

2 - La filiale de BP États Unis est, comme toutes ses consœurs pétrolières, un lobbyiste actif qui achète

le vote des élus Républicains et Démocrates. En 2009, elle a dépensé 16 millions de dollars en « arrosages » pour obtenir le droit de se lancer dans l'aventure sans garantie de sécurité de l'exploitation du pétrole à 10.000 mètres de profondeur sous marines. La démocratie bourgeoise, c'est la liberté de la toute puissance du pouvoir de l'argent.

3 – Les monopoles capitalistes soutiennent et financent les campagnes idéologiques des associations et organisations écologistes tendant à culpabiliser le citoyen consommateur ainsi rendu responsable de la pollution. L'objectif est d'éviter la prise de conscience que c'est la propriété

privée des banques et des entreprises qui est la source véritable du profit à tout prix y compris au prix de la destruction de la force productive humaine (exploitation) et de la nature.

* Diagne Fodé Roland est membre du secrétariat politique de Ferñent / Mouvement des Travailleurs Panafricains – Sénégal

Source : Pambazuka News (Pambazuka signifie levez-vous ou réveillez-vous en Kiswahili) est un outil pour le changement social progressif en Afrique.

<http://www.pambazuka.org/fr/category/comment/65403>

MAREE NOIRE : Avec la complicité de la Maison Blanche d'Obama, le Golfe du Mexique est transformé en Golfe de la Mort- par Wayne Madsen

juillet 2010, par **Comité Valmy**

La Nouvelle-Orléans en Louisiane – J'ai vu des séquences vidéo montrant les effets destructeurs de la pulvérisation aérienne nocturne secrète d'agents blanchissants, effectuée par les avions BP sur la barrière d'îles à proximité de Grande île et Port Fourchon en Louisiane.

La pulvérisation d'un composé d'acide chlorhydrique (muriatique) a été effectuée vers 2 heures 30 à 3 heures du matin (heure locale) par des avions qui volaient tout feu éteint,

violant de façon flagrante les règlements de l'Administration fédérale de l'aviation et mettant en danger les autres avions présents dans le secteur. Les agents blanchissants sont destinés à donner l'impression que le pétrole a été retiré de la barrière d'îles. Seulement, tous les êtres vivants, notamment les oiseaux nicheurs, les crustacés, et la vé-

gétation, ont été détruits dans le mouvement.

Les preuves vidéo, prises par les membres d'Humane Society Louisiana, montrent clairement les effets de la vaporisation des produits chimiques. Les oiseaux en train de nidifier, sans aucun poisson à manger dans les mers environnantes, perdent leurs œufs, les oiseaux mâles dévorant les œufs de leurs compagnes. J'ai vu des preuves vidéo de coquilles d'œufs consommés et non éclos, tous blanchis par la pulvérisation d'acides de BP.

La Garde côtière et la Commission pour la conservation de la vie marine et sauvage, une agence du ministère de l'Intérieur, ont pleine connaissance de la substance chimique pulvérisée par BP et n'ont rien fait pour l'arrêter.

L'Agence de protection de l'environnement n'a rien fait pour arrêter ce qui équivaut à un écocide conduit par BP sur la barrière d'îles vierges et sen-

sibles au large de la côte Sud de Louisiane.

J'ai vu des preuves vidéo de prestataires de BP et du personnel du ministère de la faune et de la pêche de Louisiane se tenant autour sans rien faire pendant que des centaines d'oiseaux, dont des pélicans, mouraient couverts de pétrole brut. Les barrages flottants mis en place par BP sont inefficaces car il y avait autant de pétrole brut flottant des deux côtés des barrages flottants, à côté des îles comme au large. Dans certains cas le pétrole brut s'est échoué et a recouvert la végétation des berges, qui servent également de lieu de nidification aux mouettes et aux pélicans.

Sans aucun poisson pour se nourrir, les oiseaux de mer se pressaient sur la petite barrière d'îles où ils mourraient en nombre énorme. Les oiseaux volant sans but autour des petites îles étaient manifestement stressés et leur façon de voler était tout à fait inhabituelle. Les vi-

déos d'oiseaux morts ont été prises il y a un mois. Il est désormais rare de voir des oiseaux dans certaines parties de la côte de Louisiane, comme j'en ai été témoin à Vénice en Louisiane, à



l'est de Grande île.

La pulvérisation de l'agent blanchissant a aussi fait virer au blanc crayeux les carcasses d'oiseaux morts. Même le bec des oiseaux morts a pris une couleur orangée blanchâtre. Avec le décolorant, les coquillages, la tige des plantes et les roches sont aussi devenus d'un blanc sinistre.

Des biologistes marins m'ont dit qu'il y a un autre problème grave dans le Golfe. Une substance laiteuse semblable à du mucus a été repérée dans les eaux du Golfe à l'ouest de Port Fourchon. Les biologistes ont

déterminé que ce n'est pas un sous-produit de la pulvérisation des dispersants par BP, mais qu'elle est émise par le corail qui la libère en cas de stress sévère. La mort des récifs coralliens est

un drame supplémentaire pour les écosystèmes marins du golfe du Mexique.

Les biologistes marins ont déterminé que l'utilisation de dispersants dans les eaux du Golfe, dont la conséquence est de créer des nuages [sous-marins de pétrole], empêche la lumière solaire de passer à travers la colonne d'eau. Il en résulte la mort de nombreux animaux et plantes sous-marins, qui dépendent de la lumière du soleil pour survivre.

Les résidents locaux, qui ont vu la dévastation de leur environnement et de leurs moyens de subsistance par BP, reprochent leur inaction à l'administration fédérale et au gouvernement de Louisiane. Ceux qui sont tenus les plus responsables pour leur inertie sont BP, le commandant superviseur des incidents nationaux retraité de la Garde côtière, l'amiral Thad Allen, le président Obama, le vice-président Joe Biden, qui aurait, dit-on, montré peu ou pas d'intérêt pour la catastrophe pétrolière du Golfe, peut-être une conséquence de son engagement de longue date envers les intérêts

de l'industrie pétrochimique de son Delaware natal, le ministre de l'Intérieur Ken Salazar, l'administratrice de l'EPA Lisa Jackson, et le gouverneur de Louisiane Bobby Jindal.

Les médias d'information professionnels, notamment les locaux des stations de télévision de Nouvelle-Orléans, intègrent leurs reporters à la Garde côtière et aux équipes de BP dans le golfe. Ce que rapportent ces médias sert essentiellement d'assistance aux relations publiques de BP. Un certain nombre de groupes de Nouvelle-Orléans et de Louisiane essayent d'obtenir les informations réelles sur la catastrophe, mais les ressources sont limitées.

Qualifier le ravage pétrolier du Golfe de pire catastrophe écologique de l'histoire de Zunie est un euphémisme. Et avec la complicité de la Maison Blanche d'Obama, le golfe du Mexique est transformé en Golfe de la Mort.

Wayne Madsen est ancien officier de renseignement de la Marine zunienne, spécialisé dans la surveillance électronique et la sécurité. Anciennement assigné à l'Agence de sécurité nationale (NSA) et au ministère des Affaires étrangères. Actuellement, journaliste d'investigation, chroniqueur dans la presse nationale, et auteur. Administrateur de l'Electronic Privacy Information Center (EPIC), (une organisation dédiée à la protection des libertés individuelles) à Washington DC.

Relayé par

Online Journal :

Traduction copyleft de Pétrus Lombard

L'austérité frappe les Grecs de plein fouet

ELENA BECATOROS
THE ASSOCIATED PRESS
Publié: 22 août 2010 07:41

ATHENS, Greece – Trois mois après le versement d'un premier prêt, les résultats du plan de sauvetage des finances grecques commencent à se faire sentir. Sous l'effet des mesures d'austérité décidées par le gouvernement, le déficit public diminue. Mais, si l'Union européenne se réjouit des efforts d'Athènes, dans la rue, l'ambiance est plus que morose: les emplois disparaissent, les magasins ferment et le mécontentement gronde.

Confrontée à une dette abyssale, la Grèce a été contrainte de demander une aide internationale au printemps pour éviter de se retrouver en défaut de paiement. L'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) lui ont accordé un prêt de 110 milliards d'euros sur trois ans, dont le premier versement a été effectué en mai.

En échange, le gouvernement de centre-gauche de Georges Papandréou s'est engagé à appliquer un plan d'austérité drastique destiné à ramener, dans un premier temps, le déficit public de 13,6% du PIB à 8,1% pour cette année. Pour y parvenir, Athènes a notamment décidé de réduire les salaires des plus de 700.000 fonctionnaires du pays, ainsi que les pensions des retraités et les aides publiques. Les impôts ont aussi augmenté.

Sur le papier, ça marche. Le ministère des Finances a annoncé vendredi une baisse de 39,7% depuis le début de l'année du déficit public. De manière générale, l'UE a jugé jeudi "impressionnants" les résultats du plan, et recommandé

le versement d'une nouvelle de 9 milliards d'euros en septembre.

Mais les Grecs, eux, sont moins impressionnés. Notamment les commerçants, qui remarquent une baisse certaine des dépenses de leurs clients, sous l'effet de l'augmentation des impôts et de la baisse des salaires pour les fonctionnaires.

"Avant, les fonctionnaires achetaient un double expresso et quelque chose à manger. Maintenant, ils ne prennent qu'un expresso simple et un sandwich moins cher", témoigne Constantinos... [Page suivante] gérant d'un café près de la place Syntagma et de plusieurs ministères, dans le centre d'Athènes. Même une baisse minime des dépenses de ses clients - 50 centimes par client par jour - pourrait se traduire par une chute d'environ 4.000 euros de son chiffre d'affaires mensuel. "Personne ne peut supporter une baisse comme celle-là", souligne-t-il.

Avant de dépenser moins, les Grecs vont surtout moins dans les magasins. Et, à cette baisse de la fréquentation vient également s'ajouter la difficulté d'obtenir un prêt des banques, qui resserrent maintenant le crédit. Pour beaucoup de commerces, l'addition est trop salée.

"Avez-vous le nombre de panneaux 'à louer' en centre-ville? Je n'ai jamais rien vu de tel en 30 ans", confie Georgia Brezati, propriétaire d'un magasin de vêtements près de la rue piétonne d'Ermou. Dans ce quartier commerçant du centre d'Athènes, 15% des magasins ont fermé récemment, selon un rapport de la Confédération nationale du commerce hellène (ESEE) publié ce mois-ci. Selon une étude de la Chambre de commerce et d'industrie d'Athènes

réalisée auprès de 523 commerçants athéniens, 86% affirment rencontrer des problèmes de liquidités et 93% une baisse de fréquentation.

La directeur de la Chambre de commerce, Constantin Mihalos, regrette que le gouvernement ait agi "seulement pour servir les intérêts de nos créanciers, en ignorant les graves problèmes du marché et de notre société en général". Certains économistes abondent, estimant que le plan d'austérité pourrait se tromper de cible et, au final, faire augmenter le remboursement de la dette en étouffant la croissance.

Le PIB grec a reculé de 1,5% au deuxième trimestre 2010 par rapport aux trois premiers mois de l'année, selon les chiffres publiés ce mois-ci par l'Agence nationale de la statistique. Le chômage a, lui, atteint 12% de la population active, contre 11,9% au trimestre précédent.

L'activité des commerces a également pâti des manifestations organisées au printemps pour protester contre le plan du gouvernement. Beaucoup ont baissé le rideau pour se protéger des violences qui ont émaillé certains défilés. Dans la rue Stadiou, trois personnes ont trouvé la mort en mai dans l'incendie d'une banque. Dans cette même rue, 25% des commerces ont fermé en quelques mois, selon le rapport de l'ESEE.

La rentrée ne s'annonce pas plus réjouissante. Le gouvernement prévoit de nouvelles mesures, notamment de libéralisation partielle de l'énergie. Les syndicats ont annoncé, eux, de nouvelles grèves et manifestations. AP

Déclaration finale du 22e Rassemblement international de la jeunesse anti-fasciste et anti-impérialiste

Selcuk, Turquie, août 2010

Nous avons tenu une réunion internationale des jeunes du 3 août au 12 à Selcuk, Izmir, réunissant 3000 jeunes de 20 pays différents. Au cours de cette 22e réunion internationale, nous avons discuté des problèmes des jeunes, des peuples et de toute l'humanité, tels que l'environnement et le monde. Nous avons partagé nos rêves et nos idéaux et nous avons débattu de nos problèmes et leurs solutions. Au nom des participants du camp, nous remercions et nous saluons nos frères et sœurs en Turquie, qui ont organisé ce camp, les représentants de la classe ouvrière, les syndicats, médecins, infirmières, ingénieurs et nos amis de toutes les professions qui mettent leurs compétences à notre service.

Nous sommes entourés par le chômage, les forces réactionnaires et les guerres impérialistes.

Le capitalisme, comme un système dont le seul but est d'obtenir le maximum de profits, est de nouveau dans une crise profonde à l'échelle mondiale. Les capitalistes imposent le chômage et la pauvreté sur les jeunes travailleurs afin de sortir de la crise qu'ils ont eux-mêmes créée. L'avenir de la jeunesse est sombre en raison des lois contre le travail. Pensions, sécurité sociale, éducation gratuite et soins de santé sont devenus inaccessibles pour les nouvelles générations. Pendant que ce système est la création de ce genre de monde pour les jeunes, il accorde une importance particulière à l'expansion des idées racistes, fascistes et nationalistes, en augmentant les valeurs individualistes et compétitives, la dégénérescence de la culture et la consommation de drogues chez les jeunes.

Il organise l'enseignement pour ses propres intérêts et besoins, tout en le tenant sous la tombe commerciale de la privatisation. Il raconte aux jeunes des familles ouvrières qu'ils n'ont pas le droit à l'éducation, s'ils n'ont pas l'argent pour le payer. En collaboration avec l'enseignement général, nos possibilités d'accéder à la science, la littérature et les arts sont menacées. Les idées non scientifiques d'un type médiéval sont implantées afin d'endormir la jeunesse.

Parallèlement à l'approfondissement de la crise, les gouvernements des pays à forte population immigrée en permanence utilisent des politiques racistes et fascistes visant le travailleur et les jeunes immigrants pour bloquer la lutte commune des travailleurs et des jeunes. Alors que les États impérialistes renforcent les partis racistes et fascistes, ils réduisent les droits et les libertés déjà acquises sous le nom de la «lutte contre le terrorisme».

Le 22e International Campement de l'Anti-fasciste et anti-impérialiste de la jeunesse est une rencontre de la rébellion des jeunes contre les restrictions sur le droit à l'éducation et les tentatives de mettre le coût de la crise sur nous.

Notre rencontre qui s'est tenue sous le slogan «Pour le travail, l'éducation, la paix et la fraternité des jeunes du monde», est un appel international pour lutter contre les politiques de la guerre impérialiste, le racisme, la réaction et le fascisme.

La jeunesse du monde a des problèmes similaires, c'est pourquoi notre combat doit être uni.

Ce qui nous a réuni, les jeunes de 20 pays différents d'Amérique

latine, Europe, Afrique, du Caucase et du Moyen-Orient, sont nos problèmes et nos revendications. Notre séjour de dix jours a prouvé que nous avons des problèmes similaires, même si nous venons de différents pays et continents.

Afin de procéder à une telle réunion importante, nous avons eu l'appui de chacune des organisations de la classe ouvrière et des intellectuels. Les travailleurs de combat, de grands intellectuels qui sont du côté des travailleurs, les jeunes, les paysans dans leur lutte contre les pilliers de monopole pour la sécurité de leurs terres et la fourniture d'eau, et les représentants des peuples opprimés dans leur lutte pour leur liberté nous ont renforcés. Les activités artistiques et culturelles que nous avons eues avec les artistes et les intellectuels pendant ces 10 jours nous a aidés à comprendre l'importance de la nécessité pour le progrès et l'épanouissement des arts et de réalisme socialiste et la culture. Les femmes sont sous une double oppression et l'exploitation en termes de classe et de genre. Les ateliers et les débats que nous avons tenus au cours du camp sont un témoignage de notre fermeté dans la lutte pour mettre fin à la discrimination contre les femmes par sexe et à la force de la lutte pour les jeunes femmes en particulier. Un autre sujet sur lequel nous nous sommes concentrés a été la lutte contre la destruction et la contamination de l'environnement, la nature et les structures historiques causés par la rapacité du capitalisme d'obtenir le maximum de profits. En tant que jeunes, nous déclarons que nous ne resterons pas indifférents à la destruction de notre environnement par le capital.

La jeunesse du monde est fraternelle

Les pratiques dans le camp, ont montré comment la paix, la fraternité peuvent être atteints entre les jeunes de nationalités différentes. Nous comprenons que les guerres, à l'exception de celles pour la libération nationale et sociale, sont menées par une poignée d'impérialistes et leurs collaborateurs.

Lors de cette réunion nous avons débattu et décidé d'élaborer une position mondiale contre l'occupation de l'Irak et l'Afghanistan par les puissances impérialistes dirigée par les États-Unis; contre le nationalisme et le racisme qui a été incité contre la lutte de libération nationale du peuple kurde en Turquie; contre l'oppression des Palestiniens et les attaques sur le Liban par le gouvernement sioniste israélien, contre le blocus impérialiste de l'Iran. Nous avons discuté des provocations impérialistes dans le Caucase, la tension entre la Colombie et le Venezuela et les préparatifs de guerre par les forces impérialistes telles que celles des États-Unis et l'Union européenne dans d'autres parties du monde, ainsi que des représentants des jeunes de ces pays ou de pays voisins. Au cours de notre réunion, près de la côte de la mer Égée, nous avons développé notre fraternité et d'amitié en dépit des politiques en face de la Grèce et la Turquie. Nous déclarons que nous ne pourrions pas rester à l'écart, mais nous allons renforcer notre lutte contre ces politiques.

D'autre part, nous condamnons la pression réactionnaire et fasciste et les attaques contre les dirigeants des travailleurs et des jeunes dans plusieurs pays, notamment l'Équateur et la Tunisie, et nous exprimons notre solidarité avec eux. Une fois de plus, nous demandons à la jeunesse du monde à s'unir et à lutter contre les guerres impérialistes et réactionnaires et de l'oppression fasciste.

La crise appartient au capitalisme, mais l'avenir est à nous!

Les discussions dans le camp de montrer que les politiques générales de la crise et leurs effets sur les travailleurs, les jeunes chômeurs et les étudiants sont similaires au niveau international: l'augmentation du chômage, la croissance de la pauvreté parmi les masses de jeunes, la difficulté d'accès à l'éducation, les compressions à l'investissement public dans les domaines sociaux et culturels, etc. Il semble que tous ces problèmes internationaux sont expérimentés dans les différentes régions d'un même pays!

En outre, nous avons vu lors de notre réunion la possibilité et la nécessité de lutter contre ces tentatives d'imposer le fardeau de la crise sur nous. Nous avons plusieurs exemples de la lutte contre ces politiques de la crise, tels que la mobilisation de plus de 2 millions de personnes en France Juin dernier pour protester contre la réforme des retraites et de la lutte des travailleurs sans-papiers, les mobilisations des étudiants en Allemagne contre les coûts de la l'université avec quelques résultats positifs, les 6 grèves générales au cours des 6 derniers mois en Grèce, les travailleurs du monopole d'État TEKEL en Turquie qui a mené une lutte déterminée pour 78 jours, la lutte des peuples d'Amérique latine contre les attaques et la répression par les États-Unis, la lutte du peuple de la République dominicaine pour la défense de leurs terres et toutes les autres luttes dans le reste du monde. Toutes ces luttes et les victoires nous montrent le chemin à suivre. Il ne nous est pas impossible de changer ce système. Nous pouvons résoudre nos problèmes par le biais d'une lutte organisée.

Nos discussions nous ont également montré l'aspiration des jeunes du monde entier pour un monde sans exploitation et sans guerre, et que leurs intérêts exigent la formation d'un tel monde. Si les

moyens de production ne sont pas arrachés des mains de cette poignée de parasites et ne sont pas socialisés, si la classe ouvrière et les peuples du monde n'établissent pas leur propre pouvoir politique, nous, les jeunes, ne pourrions pas nous débarrasser du chômage, de la pauvreté, des guerres et des massacres.

Notre appel est l'appel de tous les jeunes du monde entier.

Notre slogan "pour la fraternité des jeunes du monde" lance un appel à nos aspirations humaines naturelles.

Les problèmes contre lesquels nous luttons ont une cause commune: nous vivons tous dans les pays capitalistes où les profits et la concurrence sont considérées comme sacrées. Et nous partageons tous le même destin. Par conséquent, notre combat commun, notre amitié et solidarité ne peuvent être entravée par nos différences de race, de langue, de religion, de culture et de pays. Nous n'avons pas à tuer ou à mourir pour la réalisation des intérêts impérialistes à l'emploi de l'impérialisme. Nous ne voulons pas payer le coût pour les conflits d'intérêts au sein de l'impérialisme.

Il est temps de prendre part à la lutte pour nos revendications et aspirations, de notre droit au travail et à l'éducation, contre ceux qui nous rendent la vie insupportable et misérable; un monde sans chômage, sans pauvreté, sans faim, sans guerres et les répressions nationales n'est pas possible sous l'hégémonie du capitalisme; un tel monde est seulement possible avec le socialisme.

La jeunesse du monde entier crie à nouveau:

Vive la lutte pour le travail, l'éducation et la paix!

Vive la lutte pour la libération des peuples opprimés!

Vive la solidarité internationale des jeunes du monde!

A bas le fascisme et l'impérialisme!

Traduction Dr Adélar Paquin

Ahmadinejad écarte la possibilité d'une attaque contre l'Iran

23/08/2010

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a écarté une attaque, dans les conditions actuelles, d'« Israël » ou des États-Unis contre son pays, dans une interview diffusée dimanche soir par la télévision Al-Jazira du Qatar.

"J'écarte la possibilité d'une attaque israélienne, Israël est très faible pour faire face militairement à l'Iran", a soutenu le président iranien qui s'exprimait en persan et dont les propos étaient traduits en arabe.

"Israël n'a pas le courage de le faire (...) et je ne crois pas que sa menace soit sérieuse", a encore dit le président de la Répu-

blique islamique d'Iran soupçonnée par l'Occident de vouloir se doter de l'arme atomique.

M. Ahmadinejad a affirmé par ailleurs que les pays arabes du Golfe "ne permettront pas l'utilisation des bases américaines qu'ils accueillent pour lancer une attaque contre l'Iran" et que "l'Amérique n'a pas intérêt à entamer un affrontement militaire" avec son pays.

"Ils sont plus intelligents que ça", a-t-il répondu à la question de savoir si les pays arabes du Golfe donneraient l'autorisation aux États-Unis d'utiliser ces bases pour attaquer l'Iran.



Il a promis toutefois une "riposte décisive" en cas d'attaque contre son pays.

<http://www.almanar.com.lb>

Haniyeh : Les négociations directes vont échouer et ne reprendront pas les droits et lieux saints.

23/08/2010

Le premier ministre palestinien, Ismail Haniyeh a considéré la soumission de l'autorité de Fatah à Ramallah à la volonté de la direction américaine pour la reprise des négociations directes avec l'ennemi occupant comme « une politique du fiasco et n'aura pas d'aucun succès ».

Lors de son discours à l'issue de la prière d'Al Ichaa (Tara-wih), dans la mosquée des Khalifes, à Jabalia, au nord de la bande de Gaza, dimanche le 22/8, Haniyeh a ajouté : « Ne regrettez pas de ce qui a trahi la nation et s'est rendu à l'ennemi. Cela est une politique d'échec total, elle ne réalisera aucun succès et ne reprendra plus les droits et les lieux saints ».

« Le peuple palestinien doit maintenir son bon chemin et croire à puissant protecteur « Allah » qui soutient et protège les palestiniens luttant et résistant », a ainsi souligné Haniyeh.

En attirant l'attention à la patience et la résistance noble des héros palestiniens, citant la martyre de Nazar Rayane et sa famille (ses enfants, sa femme et ses parents), en louant son rôle religieux, notamment à Ramadan, sa lutte et ses efforts exceptionnels pour la récupération des droits nationaux palestiniens, Haniyeh s'est félicité de la lutte du camp de Jabalia face aux crimes et la barbarie des forces occupantes durant leur guerre

farouche contre Gaza, tout en insistant que le peuple palestinien va certainement bientôt triompher sur l'ennemi occupant.

« En dépit de l'embargo de l'ennemi occupant, ses agressions criminelles et les complots, le peuple palestinien continue à enregistrer une démarche lumineuse aux regards des peuples arabes et musulmans, ainsi ceux des hommes libres au monde entier », a confirmé le premier ministre en insistant sur la stratégie de la résistance et de lutte face aux agendas et projets sionistes.

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

Deux poids, deux mesures : l'automobile occidentale coule

de MoneyWeek, le 2 septembre 2010

Prime à la casse ou cash for clunkers d'un côté, prime pour les petites voitures économiques de l'autre. Le duo franco-américain prend l'eau quand dans le même temps, la Chine, seule, affiche un taux de progression à deux chiffres. Alors deux poids, deux mesures

Du côté des pays submergés de dettes

Toujours en place mais retirée progressivement, la prime à la casse ne fait plus illusion en France, les ventes sont en baisse de 9,8% au mois d'août. Seule réussite, cette chute était prévue par le Comité des constructeurs français d'automobile (CCFA). Le syndicat des constructeurs réaffirme ses prévisions à 2 millions de véhicules vendus en 2010, soit une dégradation de 10% du marché, explique l'Agefi.

Et aux États-Unis : -34% de véhicules vendus pour Toyota sur le mois d'août, -25% pour General Motors, -11% pour Ford et -7.9% pour Volkswagen. Le cash for clunkers –la prime à la casse américaine- aussi semble bien loin. « Il ne fallait pas être un génie pour voir que nous allions vers le déclin par rapport à l'an dernier. Nous avons vu une baisse de 27% par rapport à notre meilleur mois de l'histoire » a

déclaré Larry Kull, directeur d'un concessionnaire regroupant 7 marques dans le New Jersey.

La France et les États-Unis confirment qu'après la prime, vient la déprime.

Du côté des pays émergents

Quand la France prévoit 2 millions de véhicules vendus sur un an, la Chine en vend plus de la moitié en un mois.

Les ventes de véhicules en Chine ont une nouvelle fois bondi en août, progressant de 81,7%, pour atteindre 1,14 million d'unités, a annoncé mardi l'association des constructeurs chinois. Grâce notamment à une réduction des taxes sur l'achat des petites voitures, les ventes de véhicules particuliers se sont envolées en août et enregistrent une hausse de 90%.

La Chine conforte ainsi son nouveau statut de premier marché automobile mondial, avec 853 300 véhicules vendus en août, soit 90% de mieux qu'en août 2008. Pour les huit premiers mois de l'année, les ventes de véhicules ont augmenté de 29,2% par rapport à la même période l'année précédente à 8,33 millions d'unités, selon l'association des constructeurs automobiles chinoise.

Les ventes ont depuis quelques mois été dopées par les mesures

gouvernementales prévoyant notamment de réduire de moitié la taxe pour l'acquisition de voitures aux motorisations inférieures à 1,6 litre et des subventions pour les voitures à énergie alternative. Ces mesures diffèrent des mesures occidentales qui ont préféré la prime à la casse aux mesures fiscales.

Si du côté de Sinotrust, un fournisseur d'informations de marché, on estime que le retrait de cette mesure en fin d'année n'aura pas de répercussion sur la demande, du côté de la Commission du développement national et de la réforme, on pense que la demande devra faire face à des politiques tournées vers l'Écologie et la protection de l'Environnement. Tony Liu, le vice président de Sinotrust, se voit un peu plus optimiste ; pour lui la demande reste importante dans un pays où la voiture devient un bien indispensable aux foyers. Il explique également que la clientèle chinoise rajeunit et qu'elle se tourne vers les petites voitures plus abordables financièrement.

Le gouvernement chinois peut donc se féliciter du succès remporté par les dispositifs mis en place au profit du secteur automobile.

Par Etelbert Giovanni

Commentaires de l'éditeur : En dépit des baisses de ventes dans les pays impérialismes en déclin, les profits ont été très satisfaisant causés par leurs ventes d'autos notamment en Chine devenu leur premier marché mondial.

Le deuxième constructeur nippon en importance, Honda, a dégagé un bénéfice net record de 272,4 milliards de yens (3,15 milliards \$US), Nissan

Un autre grand constructeur nippon, Nissan, a pour sa part dégagé un bénéfice net de 106,6 milliards de yens (1,23 milliard \$US) au premier trimestre de l'exercice d'avril 2010 à mars 2011.

Le groupe, détenu à 45,7 % par le français Renault, a livré 954 000 véhicules dans le monde en trois mois, près d'un tiers de plus que l'année dernière dans le même laps de temps. Ses ventes ont progressé partout,

Nissan envisage néanmoins de relever ses prévisions annuelles, même s'il table déjà sur un bénéfice net de 150 milliards de yens, quatre fois supérieur à celui de 2009-2010.

«Des enfants meurent à cause des gangsters de la Bourse »



Dans ses livres qui ont marqué l'opinion, Jean Ziegler n'a cessé de dénoncer le caractère absurde et criminel des politiques du capitalisme envers les peuples du tiers monde. Il a été le rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation du Conseil des droits de l'homme aux Nations unies de 2000 à 2008. Michel Collon l'a interrogé à Genève sur la crise, la Bourse, la faim, Obama, Israël...

La crise t'a surpris ?

Dans sa violence, oui. Je ne pensais pas que les truands de la finance allaient ruiner l'économie mondiale à une telle vitesse : 1.800 milliards de valeurs patrimoniales ont été détruites. Pour les pays du tiers-monde, c'est une catastrophe totale. Mais aussi pour les pays industrialisés.

Ce sont encore les pauvres qui paient ?

Oui. Le 22 octobre 2008, les quinze pays de l'euro se sont réunis à Paris. Sur le perron de l'Élysée, Meckel et Sarkozy ont dit : « Nous

avons libéré 1.500 milliards d'euro pour le crédit et pour augmenter le plafond d'autofinancement de 3 à 5% ». La même année, les mêmes pays européens ont réduit leurs subventions pour le programme alimentaire mondial (qui ne vit que de ces subventions) de 40 %. De six milliards de

dollars à moins de quatre milliards.

Ce qui fait qu'au Bangladesh, on a supprimé les repas scolaires. Un million d'enfants sont gravement et en permanence sous-alimentés. Ces enfants meurent donc à cause des gangsters de la Bourse. Il y a là des morts véridiques. Les spéculateurs, aujourd'hui, devraient être jugés au tribunal de Nuremberg.

Quelle leçon les puissants ont-ils tiré de la crise ?

Aucune. Prenons l'exemple de la Suisse. Le contribuable suisse y a payé 61 milliards de dollars pour le sauvetage de la plus grande banque : UBS. L'an dernier, en 2009, les dirigeants d'UBS, toujours proche de la faillite, se sont distribués entre eux des bonus pour quatre milliards de francs suisses ! Le pillage est total et l'impuissance des gouvernements qui se comportent comme des mercenaires est totale aussi. En tous les cas, en Suisse, en France, en Allemagne où j'ai quelques renseignements. C'est un scandale permanent.

Le masque néolibéral est tombé évidemment, avec sa prétendue lé-

gitimité. Mais le cynisme et l'arrogance des banquiers triomphent totalement.

Et du côté du public, sens-tu une évolution ?

Non, si tu regardes les chiffres, ils sont catastrophiques. Toutes les cinq secondes, un enfant meurt de faim. 47.000 personnes meurent de faim tous les jours. Un milliards de personnes (c'est-à-dire un homme sur six) sont gravement et en permanence sous-alimentés. Alors que l'agriculture mondiale dans l'état actuel de son développement pourrait nourrir sans problème douze milliards d'êtres humains avec 2.700 calories par individu par jour ! Donc, au début de ce siècle, il n'y a plus aucune fatalité. Un enfant qui meurt de faim, au moment où nous parlons, est assassiné. C'est catastrophique.

L'ordre mondial du capital financier globalisé est meurtrier - épidémie, décès par la pollution de l'eau, etc... - et en même temps absurde : il tue sans nécessité. C'est l'ordre des oligarchies et du capital financier mondialisé. Sur le plan de la lutte contre la faim, l'échec est total.

Tu as été, de 2000 à 2008, le rapporteur des Nations-Unies sur le problème de la faim dans le monde. Quel bilan tires-tu ? As-tu servi à quelque chose ?

Oui. La conscience a augmenté. Plus personne aujourd'hui, ne considère ce massacre quotidien comme un fait de la nature. On va

en Europe, je crois, et en tout cas dans les pays de la périphérie vers une insurrection des consciences. Il faut une rupture radicale avec ce monde cannibale.

Alors que le problème de la faim n'est pas résolu, on dépense de plus en plus pour faire la guerre.

En 2005, pour la première fois, les dépenses mondiales d'armement (pas les budgets militaires, juste les dépenses d'armement) ont dépassé mille milliards de dollar par an. Nous vivons dans un monde d'une absurdité totale.

Obama avait pourtant fait de belles promesses...

Il est vrai qu'Obama suit totalement la surdétermination de l'Empire. Je ne l'ai jamais rencontré, c'est sûrement quelqu'un de bien, mais la réalité qu'il affronte est effrayante. Les États-Unis restent la plus grande puissance industrielle au monde : 25 % des marchandises industrielles sont produites par eux, avec pour matière première le pétrole : 20 millions de baril par jour dont 61% sont importés. On peut l'importer de régions comme le Moyen-Orient ou l'Asie centrale, ce qui les force à maintenir une force armée totalement hypertrophiée, et le budget fédéral est donc complètement parasité par les crédits militaires... Mais telle est la logique de l'Empire.

Quel est ton sentiment sur ce qui se passe maintenant en Israël et comment cela peut-il évoluer ?

Je pense que Tel-Aviv dicte la politique étrangère des États-Unis avec le lobby de l'AIPAC, comme puissance déterminante.

Avant les politiciens, ce sont quand même d'abord les multinationales pétrolières qui décident d'armer Israël.

Oui, la logique fondamentale est que pour les intérêts pétroliers, il faut un porte-avion stable. Et l'État d'Israël mène - ce n'est pas moi qui le dit, c'est un rapporteur spécial des territoires occupés - une politique permanente de terrorisme d'État. Tant que ce terrorisme continue, il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient, il n'y aura pas de fin au conflit Iran - Irak, ni rien du tout. Tout est sans issue sauf si enfin l'Union européenne se réveillait, tu comprends ?

Que pouvons-nous faire, nous Européens, pour la réveiller ?

Depuis juin 2002, existe un accord de libre échange entre Israël et les 27 pays de l'Union européenne qui absorbent 62% des exportations israéliennes. Dans cet accord, l'article 2 (c'est le même dans tous les traités de libre échange) dit : le respect des droits de l'homme par les partis contractantes est la condition pour la validité de l'accord. Mais les violences faites aux Palestiniens - vol de la terre, torture permanente, éliminations extrajudiciaires, assassinats, organisation de la sous-alimentation comme punition collective - tout cela, ce sont des violations permanentes des droits de l'homme les plus élémentaires. Si la Commission européenne suspendait pendant 15 jours l'accord de libre-échange, les généraux israéliens reviendraient à la raison immédiatement. Or, l'Europe des 27, ce sont des démocraties, c'est à nous de jouer, nous opinions publiques.

Comment ?

Il faut forcer nos gouvernements. Nous ne sommes pas impuissants. En Belgique, il y a beaucoup de problèmes, en Suisse et en France aussi. Mais une chose est certaine : les libertés publiques existent. Il faut se saisir de ces libertés publiques pour imposer à nos gouvernements un changement radical

de politique, c'est tout. S'ils ne le font pas, alors il ne faut plus voter pour eux, tu comprends, c'est aussi simple que ça !

Mais tous ces gouvernements sont d'accord de soutenir Israël. En France, par exemple, que ce soit l'UMP ou le PS, ils soutiennent Israël.

Soutenir la sécurité et la permanence d'Israël, c'est une chose. Mais cette complicité avec le terrorisme d'État et la politique de colonisation, ce n'est pas possible. C'est la négation de nos valeurs, c'est « du fascisme extérieur » : c'est-à-dire que nos valeurs sont démocratiques à l'intérieur de nos frontières et à l'extérieur, nous pratiquons le fascisme par alliance.

Et enfin, le rôle des médias dans tout ça ?

Ils sont complètement soumis. Notamment en période de crise, les journalistes ont peur pour leur emploi. L'agressivité du lobby israélien est terrible. Moi, j'ai subi la diffamation la plus effroyable, et ça continue aux Nations-Unies d'ailleurs, c'est grâce à Kofi Annan que j'ai survécu. Israël est un danger pour la paix du monde, Israël cause d'effroyables souffrances. Et dans ce pays, les opposants comme Warschawski sont complètement marginalisés. Mais si l'opposition israélienne anticoloniale et anti-impérialiste n'a pas la parole, n'a pas d'influence, eh bien, nous allons vers la catastrophe. Il faut soutenir les opposants.

Et le rôle des médias à propos de la crise ?

La crise est présentée comme une fatalité, une catastrophe naturelle. Alors que les responsables sont identifiés !

Source: michelcollon.info

Des milliards de voitures électriques chinoises, et moi, et moi ?

Cécile Chevré
Extraits

Quand Romulus Augustule a abdiqué le 4 septembre 476 devant l'avancée des troupes d'Odoacre, il ne se doutait pas qu'il signait non seulement la fin de l'Empire romain d'Occident mais aussi celle de l'Antiquité.

La date de la chute de Lehman Brothers le 15 septembre 2008 sera peut-être, dans quelques années, retenue non seulement comme l'apogée de la crise des *subprime* mais aussi comme la fin d'un monde. La fin de la suprématie occidentale au profit des BRIC et surtout de la Chine.

Même si la route de la Chine vers le statut de première puissance économique au monde réserve des embûches, nous notons tous les jours une avancée supplémentaire.

Dernier en exemple en date : la construction automobile. Et en particulier les véhicules hybrides.

Pour un peu, nous aurions l'impression de nous trouver devant l'illustration parfaite de la théorie de la destruction créatrice de Schumpeter : les sociétés dépassées technologiquement qui s'effondrent et sont remplacées par des sociétés nouvelles, utilisant de nouvelles technologies ou répondant à de nouveaux besoins.

Les faillites de General Motors et de Chrysler ont été certes précipitées par la crise mais leurs ennuis économiques dataient de plusieurs années. Les mastodontes de l'automobile américaine ne se sont pas adaptés aux nouvelles attentes des consommateurs dans un monde dans lequel le pétrole est de plus en plus cher et la conscience écologique de plus en plus présente.

Nouveau marché, nouvelle classe moyenne, nouvelles attentes des consommateurs...

Le premier marché automobile au monde

Depuis l'année dernière, la Chine est le premier marché automobile au monde – avec 13,6 millions de véhicules vendus contre 10,4 millions aux États-Unis en 2009. Une tendance qui se poursuit cette année. Les ventes de voitures en Chine ont flambé de 30,45% au premier semestre, avec 7,18 millions de ventes – contre 5,6 millions aux États-Unis.

Pékin a même donné une nouvelle impulsion aux ventes en renouvelant la prime de 3 000 yuans (343 euros) attribuée lors de l'achat d'un véhicule moins gourmands en énergie.

Le gouvernement chinois ne cherche pas seulement à booster les ventes de voitures, il cherche surtout à promouvoir les véhicules "propres". Vous vous souvenez de la forte réaction de Pékin quand l'Agence internationale de l'énergie a annoncé que **le pays était devenu le premier consommateur d'énergie au monde**. La Chine veut se mettre au vert.

Les aides des pouvoirs locaux à l'achat de véhicules hybrides se multiplient donc. Shanghai offre ainsi 20 000 yuans supplémentaires (2 284 euros) pour l'achat d'un véhicule hybride et 50 000 yuans (5 710 euros) pour l'achat d'un véhicule électrique. La ville va en outre mettre en place 400 bornes de recharge.

Une volonté d'un État qui peut payer *cash*

Une fois que Pékin s'est fixé un objectif, il met tout en oeuvre pour l'accomplir. Ainsi la Commission de Supervision des Actifs et de l'Administration Chinoise (SASAC) a annoncé le mois dernier l'alliance de 16 entreprises publiques afin de développer la recherche ainsi que la production de véhicules hybrides et électriques. Pékin devrait investir 100 milliards de yuans (11,4 milliards d'euros) dans cette coalition d'ici 2012. Le but : mettre sur le marché 500 000 voitures hybrides ou électriques par an, et ce pour les trois années à venir.

Une nécessité écologique et d'indépendance énergétique

Le gouvernement chinois n'agit évidemment pas de manière désintéressée. Il est confronté à un problème majeur : l'explosion de la pollution et ses conséquences.

Les chiffres ont de quoi faire réfléchir : pour la seule ville de Pékin (20 millions d'habitants), on prévoit que le nombre de voitures devrait atteindre les 7 millions en 2015, soit une augmentation de 1 900 véhicules par jour.

Ces véhicules consomment de l'énergie. La bataille pour l'énergie est une des préoccupations majeures de la Chine depuis plusieurs années. Rappelons par exemple les contrats signés entre Pékin et la Russie ou le Venezuela au plus fort de la crise économique et qui assurent à l'empire du Milieu des approvisionnements de pétrole bon marché en échange de son aide économique. Ou encore **la multiplication des projets nucléaires sur le territoire chinois**.

Source : Chronique Agora

CRISE DU SYSTÈME IMPÉRIALISME MONDIAL

Voilà un livre essentiel et je vous en recommande la lecture une deuxième fois.

Camarade Lénine a écrit IMPÉRIALISME, STADE SUPRÊME DU CAPITALISME, en 1916 à la veille de la Révolution Bolchevique. Vincent Gouysse analyse met au point et adapte cette étude à la situation actuelle et répond au besoin croissant de mieux comprendre cette nouvelle période de l'impérialisme: LA DÉCOMPOSITION FINALE DE L'INDUSTRIE DE BAZAR ET LA NAISSANCE D'UN NOUVEL ORDRE IMPÉRIALISTE MONDIAL.

Pour que notre lutte soit victorieuse, nous avons besoin de nous armer avec les armes de la compréhension et de la connaissance du marxisme-léninisme. Une plus grande compréhension de l'actualité nous rend plus fort dans la présente lutte.

CE LIVRE DE HAUT NIVEAU EST CEPENDANT UN OUVRAGE ACCESSIBLE A CEUX QUE NE REBUTE PAS L'EFFORT THÉORIQUE et nous facilite la lecture et l'étude personnelle des grands textes marxistes.

Ces textes sont un document fondamental pour l'avenir du mouvement communiste international, et contribueront à la réunification des communistes, des vrais bolcheviques, sur une base marxiste-léniniste.

Dr Adélarde Paquin

Le livre est disponible sur le site de l'auteur: <http://wwwcommunisme-bolchevisme.net/> ou vous pouvez me le commander: le CD, au prix de \$8.00 canadiens, ou le livre à couverture souple \$18.00, mailing compris.

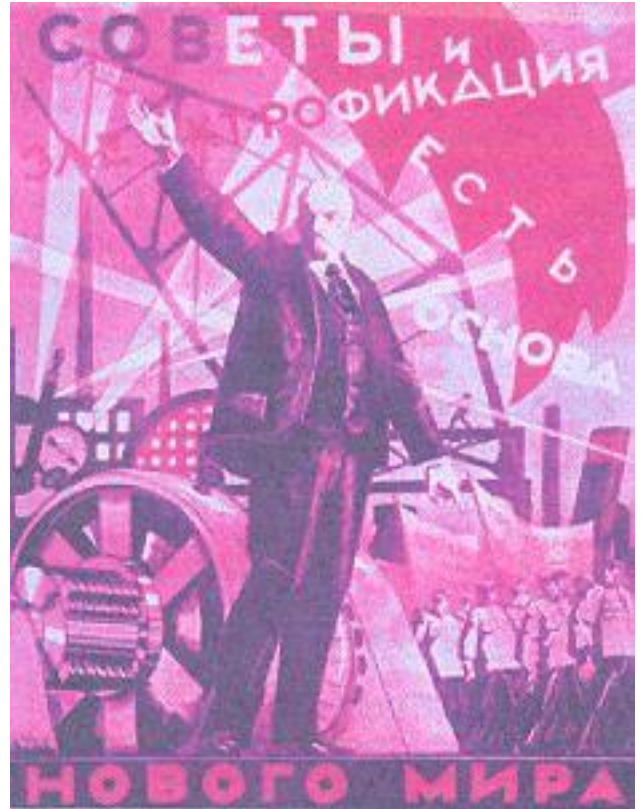


Illustration de l'affiche: « Le pouvoir des Soviets et l'électrification forment la base du nouveau monde » – Affiche soviétique de 1924.

«La décomposition de « l'industrie de bazar » amènera nécessairement les masses exploitées à marcher sur les traces du prolétariat soviétique. Après avoir exproprié les exploités bourgeois-compradores et impérialistes, le prolétariat des pays dépendants (anciens et nouveaux), aura pour tâche de réussir à (re-) créer une véritable industrie de production des moyens de production dans les pays sinistrés par la crise économique où de très nombreuses branches d'industries manqueront ou auront été liquidées. » V.G.

VINCENT GOUYSSSE